

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Unité – Travail – Progrès

Ministère de l'Économie et de la Planification du Développement

**Institut National de la Statistique, des Études Économiques et
Démographiques (INSEED)**



DEPARTEMENT DES SYNTHÈSES ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

Comptes de la nation

2005-2015

Sommaire

LISTE DES GRAPHIQUES.....	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE.....	v
SIGLE ET ABRÉVIATIONS.....	vi
GLOSSAIRE.....	vii
AVANT PROPOS.....	xiv
INTRODUCTION.....	16
I. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES.....	17
1.1. Différentes phases de production des comptes au Tchad.....	17
1.2. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux de l'année de base sous ERETES.....	17
1.2.1. Définition d'une année de base.....	17
1.2.2. Mise en place des nomenclatures.....	18
1.2.3. Données sources.....	19
1.2.4. Les principaux traitements.....	19
1.3. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux sous SCNP 2011-2015.....	20
II. ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 2015.....	22
2.1. Le PIB de 2015 : Ventilation de la VA par secteur d'activité et leur contribution.....	22
2.1.1 Secteur primaire.....	22
2.1.2 Secteur secondaire.....	23
2.1.3 Secteur tertiaire.....	23
2.2. Affectation du produit intérieur : les catégories de dépense.....	24
2.2.1 Demande intérieure.....	24
2.2.2 Demande extérieure.....	27
III. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ENTRE 2005 ET 2014.....	28
3.1 Les différentes phases de l'activité économique entre 2005 et 2014.....	28
3.2 Évolutions de l'activité par secteur économique.....	29
3.2.1. Secteur primaire dominé par les cultures vivrières et les activités extractives.....	31
3.2.2. Secteur secondaire structurellement faible et en mal de dynamique efficace.....	33
3.2.3. Secteur tertiaire dominé par les activités de commerce et réparations.....	35
3.3 Evolution des emplois du PIB durant la période 2005-2014.....	36
3.3.1 La dépense de consommation finale.....	36
3.3.1.1 Consommation finale des ménages.....	37
3.3.1.2 Dépense de consommation finale des administrations publiques (APU).....	37
3.3.1.3 Dépense de consommation finale des institutions sans but lucratifs au service des ménages (ISBLSM).....	39

3.3.2	Formation brute de capital.....	40
3.3.3	Les échanges extérieurs	42
3.3.3.1	Importation des biens et de services	44
3.3.3.2	Exportation des biens et services	44
CONCLUSION		47
ANNEXE		48

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle	24
Graphique 2: CF par secteur institutionnelle.....	25
Graphique 3: Évolution du taux de croissance économique nominale et réelle de 2005 à 2014	29
Graphique 4: Structure de l'économie selon le secteur d'activité de 2005 à 2014	30
Graphique 5: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel	30
Graphique 6: Répartition de la valeur ajoutée du secteur primaire selon ses principales branches (moyenne annuelle).....	31
Graphique 7: L'évolution du taux de croissance réel des branches du secteur primaire de 2006 à 2014	32
Graphique 8: Évolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire de 2005 à 2014 (milliards de FCFA).....	34
Graphique 9: Évolution de la consommation finale (en milliards CFA)	37
Graphique 10: Évolution de la consommation finale des administrations publiques	38
Graphique 11: Évolution de la dépense de consommation finale des ISBLSM (en milliards de FCFA).....	39
Graphique 12: Évolution du taux d'investissement	40
Graphique 13: Évolution de la FBCF par produit (en milliards FCFA)	41
Graphique 14: Évolution des échanges extérieurs	43
Graphique 15: Évolution des exportations du pétrole brut.....	46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Structure du secteur primaire au prix constant de 2005	23
Tableau 2: Structure du secteur secondaire au prix constant de 2005.....	23
Tableau 3: Structure du secteur tertiaire au prix constant de 2005	24
Tableau 4: Croissance réelle des emplois du PIB	25
Tableau 5: Consommation finale de ménages par produit	26
Tableau 6: Formation Brute de Capital Fixe par produit	27
Tableau 7: Exportations par produit	27
Tableau 8: Importations par produit	28
Tableau 10: Structure de la valeur ajoutée du secteur tertiaire de 2005 à 2014.....	36
Tableau 11: Évolution de taux de consommation finale des ménages (en%)	37
Tableau 12: Évolution des dépenses de consommation finale par services (en milliards de FCFA).....	38
Tableau 13: Taux de croissance réelle de la dépense de consommation finale des ISBLSM (en%)	40
Tableau 14: l'évolution du taux réel de l'Investissement	40
Tableau 15: Proportion de la FBCF en principaux produits (en%).....	42
Tableau 16: Taux de croissance de la FBCF par produits.....	42
Tableau 17: Évolution des échanges extérieurs (en milliards de FCFA).....	43
Tableau 18: Évolution des Importations par produits (en milliards de FCFA).....	44
Tableau 19: Évolution des exportations par produits (en milliards de FCFA)	45

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Annexe 1: Évolution des dépenses de consommation finale en produits principaux des ménages (en milliards de FCFA)	48
Annexe 2: Proportion de la consommation finale des secteurs institutionnels	48
Annexe 3: Évolution de la consommation finale par tête (en milliers, axe à gauche) et de la consommation finale totale des ménages (en millions de FCFA, axe à droite)	49
Annexe 4: Évolution de taux de consommation finale des ménages (en%)	49
Annexe 5: Évolution des dépenses de consommation finale en produits principaux des ménages (en milliards de FCFA)	49
Annexe 6: Évolution des importations du service de transport.....	49
Annexe 7: Répartition de la production à prix courants par activité (milliards de FCFA)	50
Annexe 8: Répartition de la production à prix constants de l'année 2005 par activité (milliards de FCFA).....	50
Annexe 9: Contribution des secteurs et branches d'activités à la croissance réelle du PIB	52
Annexe 10: Indice de prix	53
Annexe 11: Indice de volume.....	54

SIGLE ET ABRÉVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d’Afrique Subsaharienne
APU	Administration Publique
BAD	Banque Africaine de Développement
BEAC	Banque des États de l’Afrique Centrale
CEMAC	La Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CEEAC	Communauté Économique des États de l’Afrique Centrale
CF	Consommation Finale
CSS	Conseil Supérieur de la Statistique
DSF	Déclarations Statistiques Fiscales
ERETES	Équilibre Ressources Emplois Tableau Entrées Sorties
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FBC	Formation Brute de Capital
INSEED	Institut National de Statistique, des Études Économiques et Démographiques
ISBLSM.	Institutions Sans But Lucratif aux Services des Ménages
NAEMA	Nomenclature d’Activités des États Membres d’AFRISTAT
NOPEMA	Nomenclature de Produits des États Membres d’AFRISTAT
NSDD	Norme Spéciale de Diffusion des Données
NTIC	Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PAS	Programme d’Ajustements Structurels
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PND	Plan National de Développement
PPAST	Programmes Pluriannuel de la Statistique
RGPH	Recensement Général de la Population et de l’Habitat
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SIFIM	Service d’Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
SNDS	Stratégie Nationale du Développement de la Statistique
SNRP	Stratégie National de Réduction de la Pauvreté
SSN	Système Statistique National

GLOSSAIRE

Agrégats	Ce sont des grandeurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie.
Bien	Objet physique produit pour lequel il existe une demande et sur lequel des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché.
Branche d'activité	Ensemble des unités de production engagées dans le même type d'activités ou dans des types similaires
Capacité ou besoin de financement	C'est le solde du compte de capital. Il y a capacité de financement lorsque ce solde est positif et besoin de financement si ce solde est négatif.
Capital	C'est l'ensemble des biens qui existent à un moment donné dans une économie donnée. Dans le capital est incluse la totalité des biens reproductibles et non reproductibles. Ces derniers recouvrent un ensemble hétérogène dont les principaux composants sont : les biens d'infrastructures, la terre et les ressources naturelles. Le capital reproductible se dissocie en capital productif : équipement, véhicules et installations servant dans les entreprises (logements et terrains exclus), capital en logement, capital des administrations (bâtiments administratifs, écoles, matériel et véhicules...).
Coefficient technique	C'est la quantité d'un produit x_i (exprimée en unité monétaire) nécessaire pour produire une unité d'un bien.
Comptabilité Nationale	C'est une technique statistique d'observation et de mesure des faits économiques, dont l'objectif principal est de fournir une représentation simplifiée et complète de l'économie. Cette représentation doit parvenir à une description complète et cohérente de la réalité économique pour qu'on puisse y retrouver des principaux aspects de la réalité économique de la collectivité considérée.
Comptes à prix constants	Ce sont les comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet

	de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants par un indice approprié de prix (déflateur).
Compte à prix courants	Ces comptes sont confectionnés au prix de l'année en cours.
Consommation de capital fixe (ou usure économique)	C'est la diminution, au cours de la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes détenus et utilisés par un producteur, du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible et des dommages accidentels pouvant être considérés comme normaux
Consommation finale	Utilisation de Biens et de Services pour la satisfaction de besoins humains individuels ou collectifs.
Consommation finale des ménages	C'est la somme de la dépense de consommation que supportent directement les ménages
Consommation finale effective des administrations publiques	Valeur des services de consommation collective fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité.
Consommation intermédiaire	Ensemble des biens et services utilisés entièrement en entrée dans le processus de production à l'exclusion de ceux considérés comme actifs fixes produits
Déflateur d'un agrégat	Rapport de la valeur de l'agrégat au prix de l'année courante par sa valeur au prix de l'année de référence. C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle artificiellement la valeur de l'agrégat.
Demande	Quantité d'un bien ou d'un service qu'un agent est prêt à acheter à différents prix. La demande sur le marché d'un bien ou d'un service est obtenue par agrégation des demandes individuelles pour ce bien ou ce service à un prix déterminé.
Épargne	C'est la partie non consommée du revenu.
Épargne brute	Elle représente la part de ressources courantes qui restent disponibles pour accumuler des actifs physiques ou financiers.
Épargne nationale	Elle représente la valeur de l'épargne brute accumulée par l'économie

Épargne nette	C'est la différence entre le Revenu disponible et la Consommation finale.
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	<p>Pour les sociétés, c'est le solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur la production, et augmentée des subventions sur la production.</p> <p>Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation correspond au revenu mixte.</p>
Exportations	Les exportations des biens et services comprennent tous les biens neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuits sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non-résidentes. Elles sont mesurées FAB (franco à bord) c'est à dire qu'elles comprennent les frais d'acheminement du lieu de production jusqu'à la frontière mais sans les frais relatifs au transport étranger
Formation Brute du Capital Fixe (FBCF)	<p>Elle est mesurée par la valeur totale des acquisitions moins les cessions d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non-produits réalisés par l'activité de production des unités institutionnelles.</p> <p>Elle se définit aussi comme l'ensemble des biens durables (plus d'une année) devant être utilisés dans le processus de production.</p>
Importations	Les importations des biens et services comprennent tous les biens neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuits entrent définitivement à l'intérieur du territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non- résidentes à des unités résidentes. Elles sont mesurées CAF (Cout Assurance Fret)
Investissement (ou investissement brut)	Il correspond à la formation brute de capital fixe (FBCF) et représente la valeur des biens durables acquis par les unités productrices résidentes afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production.

Investissement net	Il désigne la différence entre l'investissement brut et les amortissements dénommés "Consommation de capital fixe".
Opération ?	Flux économique correspondant à une interaction entre les unités institutionnelles résidentes.
Prix au producteur	Montant que le producteur reçoit de l'acheteur pour une unité de bien ou de service produit, diminué de toute TVA (taxe sur la valeur ajoutée) ou de tout impôt déductible similaire, facturée à l'acquéreur. Il exclut tous frais de transport facturés séparément par le producteur.
Prix d'acquisition	Montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible, ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisi par lui.
Prix de base	Montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produit, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente. Il exclut tous frais de transport facturés séparément par le producteur
Production	Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle, qui met en œuvre des entrées (travail, capital, bien et service) dans le but d'obtenir des sorties (bien ou service).
Production marchande	Valeur brute des biens et services disponibles à un prix économiquement significatif.
Production non marchande	C'est l'opposé de la production marchande. Exemple : Production des APU et des Institutions Privées Sans But Lucratif (IPSBL) au service des ménages.
PIB	Il désigne le Produit Intérieur Brut et se définit comme le total de la production de biens et services destinés à une utilisation finale et réalisés par des agents résidents et non-résidents dans le territoire concerné.
PIB au coût des facteurs	PIB au prix du marché à l'exclusion de tous les impôts sur la production (nets de subvention).

PIB au prix du marché	C'est la Somme des valeurs ajoutées brutes plus les Impôts moins les Subventions sur la production et les importations (qui ne sont pas incluses dans les valeurs de la production).
Produits	Ces sont les biens et services résultant de la production.
Revenu	C'est le flux de ressources réelles ou monétaires issues directement ou indirectement de la production et revenant à chaque unité résidente.
Revenu National Brut (RNB)	Précédemment appelé Produit national brut (PNB) selon la terminologie du Système de Comptabilité Nationale de 1968 (SCN1968), il est mesuré par la valeur agrégée des soldes brutes de revenus primaires de l'ensemble des secteurs institutionnels.
Services	Ils sont des sorties hétérogènes produites sur commande. Ils se traduisent par un changement de l'état de l'unité institutionnelle qui les consomme.
Solde de la balance commerciale	Différence entre la valeur des flux d'exportations et celle des flux d'importations de marchandises.
Revenu National Disponible Brut (RNDB)	Il mesure le revenu dont dispose la nation pour la consommation finale et l'épargne brut.
Revenu national net	C'est la valeur agrégée des soldes nets des revenus primaires de l'ensemble des secteurs.
Revenus de propriété	Ils sont perçus par les propriétaires d'actifs financiers et par les propriétaires d'actifs corporels non produits, en échange de la fourniture de fonds ou de la mise à disposition de l'actif concerné à une autre Unité institutionnelle
Revenus de transferts	Revenus issus des opérations sans contrepartie entre agents économiques. Ils comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurances dommages et les autres transferts reçus.
Revenus primaires	Revenus issus de la première étape de création de richesse. La distribution de la valeur ajoutée aux facteurs de production (travail et capital) et aux administrations publiques (à travers les impôts moins les subventions sur la production et les

	importations).
Secteur institutionnel	<p>C'est un regroupement d'unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur activité. On distingue cinq (05) secteurs institutionnels résidents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le secteur des sociétés non financières ; - le secteur des sociétés financières ; - le secteur des administrations publiques ; - le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages ; - le secteur des ménages.
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	Il est mesuré par l'excédent des revenus de la propriété sur le montant des intérêts servis aux créanciers. Les revenus tirés par les sociétés financières de leur fonds propres en sont exclus puisqu'ils n'interviennent pas dans l'intermédiation.
Stocks	Grandeur économique possédée à un moment donné par un agent économique (ou un ensemble d'agents). Ils représentent donc la situation ou la détention des actifs et des passifs à un moment précis dans le temps.
Stock de capital	Il comprend deux grandes catégories d'actifs : les actifs fixes corporels et les actifs fixes incorporels
Solde	Différence entre les entrées et les sorties, le crédit et le débit, les ressources et les emplois. Le solde peut être un excédent ou un déficit.
Subventions	Paiements courants (généralement financiers) sans contreparties que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non-résidents, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et services qu'elles produisent, vendent ou importent
Taux de croissance nominal d'un agrégat	Rapport de la valeur de l'agrégat à l'année courante par la valeur de l'agrégat l'année précédente.
Taux de croissance réel	Rapport de la valeur de l'agrégat au prix d'une année de base

d'un agrégat	par sa valeur à l'année précédente au prix de la même année de base
Taux d'épargne des ménages	Rapport entre l'épargne brute des ménages et le revenu disponible brut des ménages
Taux de prélèvements sociaux	Rapport des cotisations sociales sur le PIB
Taux d'investissement	Rapport de la FBCF plus variation des stocks le tout rapporté au PIB
Transfert	Opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien ou un actif à une autre unité sans recevoir de cette dernière un service ou un actif en contrepartie
Unité institutionnelle	Elle constitue l'unité de base de la comptabilité nationale. c'est une unité susceptible de posséder elle-même des actifs, de souscrire des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres unités
Valeur ajoutée	Solde du compte de production. Elle mesure le supplément de richesse créée par un processus de production.
Variation des stocks	Elle est mesurée par la valeur des stocks acquis par l'entreprise moins la valeur des stocks cédés au cours de la période comptable

AVANT PROPOS

L'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) a le plaisir de vous présenter la nouvelle série des comptes nationaux des années 2005 à 2015. Cette nouvelle série respecte les recommandations et les normes du *Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93)* en matière d'élaboration des comptes.

La publication de ces résultats intervient dans un contexte marqué par une forte demande en données macroéconomiques, justifiée par l'élaboration et le pilotage du plan quinquennal 2016-2020, et la consolidation de la vision 2030, le Tchad que nous voulons.

La série 2005-2015 des comptes analysés ainsi produite est le résultat d'un travail laborieux qui a nécessité le concours des services nationaux et des institutions internationales partenaires. Au delà de la production des comptes nationaux à jour, la performance réalisée par le Tchad en matière de statistiques économiques place notre pays en deuxième position en zone CEMAC, cette situation reflète l'importance accordée aux questions statistiques par les plus hautes autorités du pays sous la direction éclairée de son excellence, le président de la république IDRIS DEBY ITNO. Les efforts engagés ont couvert plusieurs domaines, notamment le renforcement des capacités des cadres nationaux en charge de la comptabilité nationale, l'adoption des nomenclatures d'activités et de produits dérivés des normes internationales et sous régionales dont NAEMA et NOPEMA, la création d'un répertoire National des entreprises, la mobilisation des principaux fournisseurs des données de base, l'amélioration du taux de couvertures des données du commerce extérieur à travers des missions périodiques de collecte des déclarations en Douane (D3). Les deux dernières enquêtes ménages (ECOSIT 2 en 2003 et ECOSIT 3 en 2011) ont aussi permis d'améliorer significativement les estimations des consommations des ménages et la production du secteur informel.

Ces résultats notables ont été obtenus avec l'appui appréciable des partenaires techniques et financiers auxquels j'adresse mes sincères remerciements. Il s'agit notamment de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre), de l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), de la Banque Mondiale, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'Union Européenne et de la Coopération française.

La série analysée des comptes économiques 2005-2015 est un document très riche et couvre les quatre principaux domaines économiques (secteur réel, les finances publiques, la balance

des paiements, la monnaie). Je vous encourage à le lire et à en faire bon usage ; aussi l'INSEED compte sur vos contributions et vos suggestions pour permettre d'améliorer les futures publications.

Le Directeur Général

OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR

INTRODUCTION

Depuis Mars 2007, l'INSEED s'est engagé à une réforme significative de son système de production des comptes nationaux. Un nouveau système basé sur le respect des normes internationales, notamment la mise en œuvre du SCN 1993 et l'adoption des nomenclatures de produits et d'activités conformes aux nouvelles versions internationales que sont la classification internationale type par industrie (CITI) révision 3 et la classification centrale des produits (CPC). La révision des nomenclatures s'est bien sûr reposée sur les nomenclatures d'activités des États membres de l'AFRISTAT (NAEMA) et la nomenclature des produits des États membres de l'AFRISTAT (NOPEMA). L'adoption de ces trois standards internationaux facilite la cohérence de la nouvelle série des comptes nationaux avec les autres comptes macroéconomiques notamment les statistiques des finances publiques et la balance des paiements, facilitant l'exercice de suivi et de formulation des politiques économiques et de surveillance multilatérale.

En plus de ces changements méthodologiques majeurs et de l'accroissement de la couverture des données collectées en faveur du changement de l'année de base qui passait de 1999 à 2005, l'INSEED a fait usage du module ERETES comme outil informatique de production des comptes nationaux en lieu et place du Système des Comptes Simplifiés (SCS) utilisé jusque-là. Cet outil ERETES offre plusieurs avantages allant de l'archivage des données à l'édition des deux tableaux du cadre central à savoir le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI). Ces deux tableaux constituent des améliorations majeures pour le système statistique national et devraient permettre de relancer des travaux de modélisation plus poussés s'appuyant sur des analyses intersectorielles et macroéconomiques.

Les comptes nationaux 2005-2015 ont été réalisés grâce aux appuis constants de plusieurs partenaires techniques dont AFRISTAT et AFRITAC-Centre et des partenaires financiers que sont la BAD, le PNUD, l'Union Européenne et la Coopération française.

Le présent rapport comporte 4 parties : la première présente les aspects méthodologiques, la deuxième décrit les comptes de l'année 2015, la troisième présente l'évolution des activités économiques entre 2005 et 2014 et la dernière partie retrace les emplois du PIB sur la période 2005-2014.

I. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

Dans le cadre de la production des comptes nationaux au Tchad, différents processus ont été engagés en vue de mettre en œuvre les recommandations internationales en matière de comptabilité nationale. Dans cette dynamique, l'élaboration des comptes nationaux a connu plusieurs épisodes.

1.1. Différentes phases de production des comptes au Tchad

De 1995 à 2012, les comptes de la nation sont élaborés grâce à un Système des Comptes Simplifiés (SCS). Il s'agit d'un système très simplifié se basant sur quelques principales données de base sur le secteur productif au Tchad et des données issues des enquêtes réalisées et extrapolées d'année en année.

Si ce système offre une facilité de compilation des agrégats, il n'en demeure pas moins qu'il est difficilement adaptable à une économie en pleine mutation comme celle du Tchad.

Vu ces insuffisances, il s'est avéré crucial de procéder à la modernisation du système de production des comptes nationaux au Tchad en utilisant l'outil ERETES. Le projet a commencé en Mars 2007 mais n'a retrouvé son efficacité qu'en 2010 en raison de la mobilité du personnel en charge des comptes nationaux.

Par ailleurs, la complexité et la rigueur du module ERETES et le retard accusé dans la production des comptes suite à la mobilité du personnel en charge des comptes nationaux a conduit l'INSEED à passer au Système de Comptes Nationaux Provisoires (SCNP) afin de rattraper le retard. C'est un système qui a été mis en œuvre en 2015 et qui est actuellement en cours d'utilisation. Il a permis de produire les comptes de 2011, 2012, 2014 et 2015. La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux sous ce module est expliquée au point 1.3 de ce document.

1.2. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux de l'année de base sous ERETES

1.2.1. Définition d'une année de base

Les comptes de l'année de base se construisent pour eux-mêmes, sans référence obligée à des évaluations réalisées antérieurement. En revanche, ils deviennent la référence pour l'élaboration à venir des comptes en années courantes. Les innovations conceptuelles ou méthodologiques sont souvent introduites lors de la construction de l'année de base.

Par définition, l'année de base constitue le point de départ d'une nouvelle série de comptes nationaux. C'est pourquoi la méthode à mettre en œuvre pour la construire lui est spécifique : on la construit pour elle-même, sans référence à quelque chose déjà existant. En effet, la mise en place d'une nouvelle année de base est donc l'occasion de moderniser tout le processus d'élaboration des comptes. C'est également le moment de prendre pleinement en compte les innovations statistiques intervenues dans le pays.

Bien entendu, l'implantation d'une nouvelle base permet également l'adoption locale des nouveaux concepts recommandés au niveau mondial, tel le SCN 1993 ou SCN 2008. Et c'est également l'occasion d'adapter les nomenclatures aux nouvelles réalités locales, en tenant compte de l'évolution des exigences internationales en la matière.

Quand des comptes sont déjà élaborés dans le pays, trois exigences doivent être prises en compte :

- maintenir l'élaboration des comptes selon l'ancienne base tant que la nouvelle base n'est pas opérationnelle (ce qui suppose l'élaboration des comptes de l'année n-1 selon cette nouvelle référence);
- veiller à bien expliquer les raisons des changements qui apparaissent dans la représentation de l'économie nationale ;
- reconstituer une analyse du passé compatible avec la nouvelle série proposée.

Dans la procédure d'élaboration des comptes, l'année de base occupe donc une place privilégiée ; elle sert de référence pour tous les travaux ultérieurs. C'est en effet lors de cette élaboration que sont prises toutes les grandes décisions d'arbitrage entre sources contradictoires ou que sont déterminées les évaluations de référence pour les zones échappant à la connaissance statistique.

1.2.2. Mise en place des nomenclatures

Une nomenclature d'activités consiste en une structure de classification cohérente et homogène de l'activité économique s'appuyant sur un ensemble concerté sur le plan international de concepts, définitions, principes et règles de classification. Elle représente un cadre intégré dans lequel les données économiques peuvent être collectées, traitées et diffusées sous une forme adaptée aux besoins de l'analyse et du pilotage économique. Par sa structure, la nomenclature permet d'organiser les données statistiques depuis les informations détaillées jusqu'aux agrégats économiques.

Dans la pratique, la nomenclature d'activités sert de cadre à un flux continu d'informations indispensables au suivi, à l'analyse et à l'évaluation des résultats d'une économie au cours du temps.

Pour le cas du Tchad, la révision de la base méritait qu'on s'attarde sur les différentes nomenclatures. Ainsi, de nouvelles nomenclatures d'activités et de produits conformes à la révision 3 de la CITI et de la CPC ont été élaborées :

- La nomenclature des activités comporte deux niveaux : 19 branches et 44 sous-branches.
- La nomenclature des produits emboîtée avec celle des activités comporte 3 niveaux et comprend 73 produits au niveau le plus fin.

1.2.3. Données sources

L'élaboration des comptes nationaux en année de base nécessite de faire appel à toutes les sources d'information relatives à l'économie nationale. Cette démarche doit se réaliser année après année. La recherche des sources doit donc être réalisée avec soin, et l'inventaire doit donner lieu à la collecte d'un certain nombre d'informations précises. C'est pourquoi l'inventaire et le suivi de ces sources revêtent une importance considérable.

En plus des sources de données utilisées pour l'année de base, les comptes en année courante s'appuient sur la source IHPC et d'autres sources retraitées par les comptes nationaux qui permettent la valorisation des données à prix courant.

Dans le cadre de l'élaboration de la série des comptes 2005-2015, un travail d'inventaire et de repérage des sources de données a permis d'en inventorier 31 qui sont synthétisées dans le tableau en annexe.

1.2.4. Les principaux traitements

Les données sources collectées sont passées dans un format de comptabilité nationale en établissant des correspondances avec les opérations, les activités et les produits. Une première réconciliation consiste à confronter les données pour chaque opération et procéder à certains ajustements tels que la suppression des doublons et la ventilation des données agrégées (pré-arbitrage). Une seconde réconciliation consiste à réaliser plusieurs itérations pour rapprocher les PIB optiques production et dépenses et arrêter les niveaux des agrégats. Ces itérations sont réalisées simultanément dans les comptes de branches pour élaborer les comptes de production et d'exploitation, les équilibres ressources emplois des produits pour estimer les

emplois du PIB et les matrices de qui-à-qui pour confronter les informations entre les secteurs ayant versé et ceux ayant reçu.

1.3. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux au moyen de l'outil simplifié SCNP Pays

Un outil sous Excel a été développé pour élaborer les Comptes : il part d'une année courante, en utilisant les données disponibles pour les comptes et des indicateurs de volume et prix. Ce système des Comptes est constitué d'un classeur Excel contenant une dizaine de feuilles de travail: MPR_1 matrice de production; TEI_N-1 matrice des consommations intermédiaires (CI); IPIL feuille des indicateurs en volume des branches, en particulier d'un indice de Production Industriel (IPI); IPCL feuille d'indicateurs sur les évolutions des prix, en particulier IPC; CB_N-1 feuille d'implémentation des comptes de branches, limitée à la production, demande de CI, valeur ajoutée et relation valeur ajoutée sur production et extensible pour le PIB optique revenu; ERE_N-1 feuille établissant les évolutions des matrices de demande de consommation finale, de la FBCF, et des échanges extérieurs; EQL feuille de réalisation des équilibres ressources-emplois; CTR feuille de contrôle permettant d'apprécier la qualité de la convergence des données dans la recherche de la cohérence des comptes, c'est le lieu de suivi de la réconciliation du PIB optique offre et demande; RÉSULTAT_N-1_N feuille de résultats des Comptes Nationaux pour une année N et N-1 et la feuille RÉSULTAT_REF_FIXE des Comptes aux prix de base fixe 2005. Il y a aussi une feuille « calcul » qui donne en temps réel les évolutions de la matrice des dépenses de consommation finale des ménages, des coefficients techniques des branches d'activités, de l'évolution globale des volumes et prix des échanges extérieurs. Outil suffisamment robuste observant les principes du SCN93 et des équilibres demande-offre de CI.

Il est basé sur les divers sous-tableaux d'un Tableau des Ressources et Emplois (TRE). Son approche est à la fois selon l'optique offre et demande de détermination d'un PIB réconcilié. Il est outillé pour réaliser à la fois des comptes nationaux annuels définitifs, provisoires et d'interpolation.

La démarche globale consiste à partir des données plus fiables pour estimer les moins fiables ou celles qui ne sont pas encore disponibles. Il est souhaitable de disposer des données de la balance des paiements et des statistiques sur les finances publiques et les banques et assurances. La disponibilité de l'indicateur tels que l'indice de production industrielle (IPI) et

l'indice des prix de production industrielle (IPPI), voire indice des chiffres d'affaire (ICA) pour les services est un atout.

II. ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2015

L'élaboration des comptes de la nation 2015 intervient dans un contexte caractérisé par l'insécurité aux frontières tchadiennes créée par le groupe terroriste BOKO HARAM à l'Ouest du pays ainsi qu'à l'afflux des réfugiés et des retournés de la République Centrafricaine et du Soudan. Aussi, la baisse du prix de pétrole commencée au début du troisième trimestre 2014 a impacté fortement l'économie. Ainsi, le taux de croissance calculé en 2015 est de 3,8% alors qu'en 2014, il était de 3,4%. Aussi, malgré la baisse de pouvoir d'achat des ménages, les prix n'ont cessé de grimper passant d'environ 2% en 2014 à 4% en 2015.

2.1. Le PIB de 2015 : Ventilation de la VA par secteur d'activité et leur contribution

La croissance réelle en 2015 a atteint 3,8% tandis qu'elle n'était que de 3,4% en 2014. Par contre, en terme nominal, la variation du PIB est négative en 2015 (-3,2%) tandis qu'elle était en hausse de 5,1% en 2014.

Cette croissance réelle est tirée en grande partie par le secteur primaire. Ce dernier contribue à hauteur de 1,8% à la croissance. Il est suivi du secteur tertiaire (1,5%) et du secteur secondaire (0,4%). Cette faible contribution du secteur secondaire peut se justifier par la faible industrialisation de l'économie nationale. Globalement, en 2015, la part la plus importante de la VA provient du secteur primaire (47,5%), suivi du secteur tertiaire (39,1%) et du secteur secondaire (9,3%).

2.1.1 Secteur primaire

Les principales activités du secteur primaire sont les « activités agricoles et pastorales » et les « activités extractives ». En 2015, ces deux composantes représentent respectivement 29,6% et 18,0% de l'activité économique globale.

La valeur ajoutée courante de la branche agriculture, pêche, élevage, pisciculture représente 62,1%. L'agriculture vivrière est la principale composante de cette branche ; elle représente 51,8% (prix courant).

L'activité extractive composée de l'extraction des hydrocarbures et autres extractions (natron, or, sel gemme) représente 37,9% du secteur primaire. L'extraction d'hydrocarbures est la plus importante composante (93,6%) de l'activité extractive.

Tableau 1: Structure du secteur primaire au prix constant de 2005

Composantes	2014	2015
Agriculture vivrière	32,0%	32,2%
Agriculture de rente et industrielle	2,9%	3,5%
Élevage, sylviculture, pêche	24,2%	26,4%
agriculture, sylviculture, pêche	59,1%	62,1%
Extraction d'hydrocarbures	23,8%	35,4%
Autres activités extractives	3,1%	2,4%
activités extractives	27,0%	37,9%

Source : INSEED

2.1.2 Secteur secondaire

Le secteur secondaire ou secteur industriel est le maillon faible de l'économie nationale. En 2015, sa valeur ajoutée ne représente que 8,9% de la valeur ajoutée nationale. Il est dominé par deux branches à savoir la construction et l'industrie agro-alimentaire et qui contribuent respectivement à hauteur de 44,7% et 40,7% du secteur.

La part de la construction, dans le secteur, a diminué de 7, 0% passant ainsi de 51,7% en 2014 à 44,7% en 2015. Cette période est marquée par la chute du prix de baril de pétrole diminuant ainsi la recette de l'État.

Tableau 2: Structure du secteur secondaire au prix constant de 2005

Composantes	2014	2015
Fabrication de produits alimentaires	34,0%	40,7%
Transformation et production d'autres produits	13,8%	13,9%
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	0,5%	0,8%
Construction	51,7%	44,7%

Source : INSEED

2.1.3 Secteur tertiaire

En 2015, le secteur tertiaire représente 39,3% du PIB réel et 38,4% du PIB nominal. Ses principales composantes sont le 'commerce et réparation' (52,1%), les 'postes et télécommunications' (20,0%), les 'activités immobilières et services aux entreprises' (9,2%).

Le partage de frontières avec les pays comme le Cameroun et surtout le Nigeria, était considéré comme un facteur favorable au développement de la branche commerce et réparation. Mais force est de constater que malgré la perturbation de nos frontières par la secte Boko Haram, la part de la branche commerce et réparations a plutôt augmenté dans le secteur

tertiaire, passant ainsi de 47,1% en 2014 à 52,1% en 2015. Cette augmentation s'expliquerait en grande partie par le développement des échanges avec le Soudan.

Quant à la branche des postes et télécommunications, sa part de valeur ajoutée courante entre 2014 et 2015 est restée constante, soit 11,5%.

Tableau 3: Structure du secteur tertiaire au prix constant de 2005

Composantes	2014	2015
commerce et réparations	47,1%	52,1%
activités immobilières et services aux entreprises	10,7%	9,2%
Transport	3,4%	3,1%
santé et action sociale	4,4%	3,0%
activités d'administration publique	4,2%	3,2%
autres activités de services aux ménages	3,4%	3,5%
Éducation	4,9%	4,0%
hôtellerie et restauration	0,5%	0,4%
postes et télécommunication	19,7%	20,0%
activités financières	2,9%	2,4%
services d'intermédiation financière indirecte	-1,3%	-0,9%

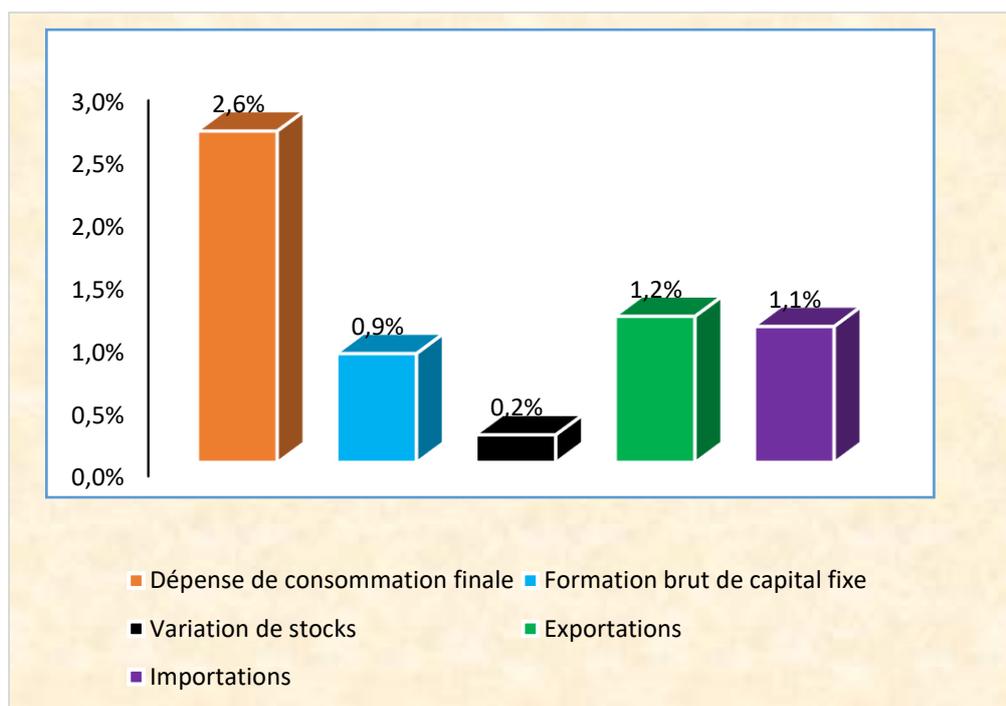
Source : INSEED

2.2. Affectation du produit intérieur : les catégories de dépense

2.2.1 Demande intérieure

Il faut rappeler que la croissance réelle du PIB en 2015 s'établit à 3,8%. La contribution des emplois du PIB à cette croissance varie d'un agrégat à un autre. A l'exception de la variation des stocks, tous les autres emplois ont contribué positivement à la croissance du PIB. Les dépenses de consommation finale et exportations ont été les emplois qui ont le plus tiré cette croissance. Elles ont respectivement contribué à hauteur de 2,6% et 1,2%

Graphique 1: Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle



Source : INSEED

En 2015, la consommation finale s'élève à 5131,4 milliards de F CFA. Elle a augmenté de 8,1% en valeur réelle par rapport à son niveau de 2014. La majeure partie des dépenses de consommation est effectuée par les ménages.

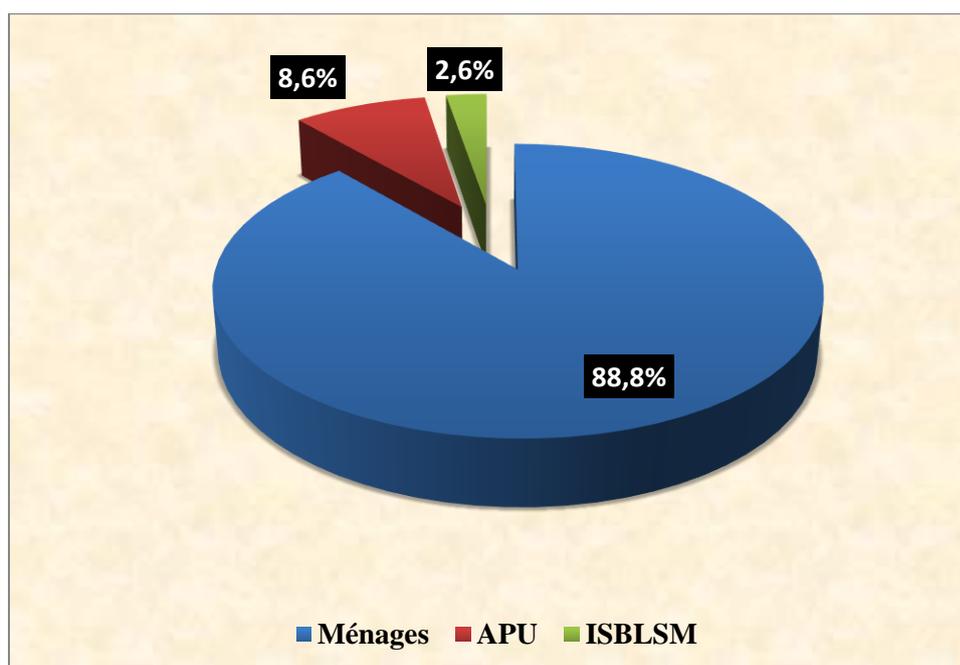
Tableau 4: Croissance réelle des emplois du PIB

Emplois	Croissance réelle (%)
Dépense de consommation finale	8,1
Formation brut de capital fixe	0,4
Variation de stocks	-62,8
Exportations	74,1
Importations	21,2
PIB	3,8

Source : INSEED

En effet, la consommation finale des ménages représente 88,8 % de la CF totale. Par ailleurs, la part de la consommation finale des APU est de 8,6% et celui des ISBLSM s'élève à 2,6%.

Graphique 2: Consommation finale par secteur institutionnel



Source : INSEED

Une analyse de la consommation finale de ménages par produit (Tableau 5) montre qu'en 2015 plus de six dixième est constituée des produits alimentaires, boissons et produits à base de tabac (35,33%) et les produits agricoles, forestiers et de la pêche (30,32%).

Tableau 5: Consommation finale de ménages par produit

Produits	2014	2015	Taux de croissance (%)	Proportion 2015 (%)
Produits agricoles, forestiers et de la pêche	1323,45	1365,59	3,18	30,32
Produits d'extraction	31,57	35,33	11,92	0,78
Produits alimentaires, boissons et produits à base de tabac	1435,61	1591,24	10,84	35,33
Autres produits manufacturés	438,81	466,64	6,34	10,36
Electricité, gaz et eau	12,71	17,33	36,30	0,38
Services	1053,06	1027,48	-2,43	22,81
Total CF de ménages	4295,21	4503,61	4,85	100,00

Source : INSEED

La FBCF a contribué à tirer la croissance économique vers le haut (0,9%). Elle a reculé de 10,2% en 2015 en variation relative. Cette contre-performance peut s'expliquer par la baisse du cours de pétrole et le contexte d'insécurité aux frontières, accentués en 2015. Parmi les

produits de la FBCF, les travaux de construction (-30,0%) et les services fournis aux entreprises (-78,3%) ont fortement diminué.

Tableau 6: Formation Brute de Capital Fixe par produit

Produits	2014	2015	Taux de croissance (%)
Produits de l'élevage, de la chasse et du travail de bois	62 248	63 476	2,0
Matériels de transport et autres produits industrielles	325 006	617 267	89,9
Travaux de construction	830 223	581 156	-30,0
Services fournis aux entreprises	248 621	53 965	-78,3
FBCF total	1 466 098	1 315 864	-10,2

Source : INSEED

2.2.2 Demande extérieure

Les exportations, deuxième composante de l'emploi du PIB, ont contribué pour 13,0% à l'augmentation du taux de la croissance économique. Cette forte contribution est essentiellement portée par les exportations des produits d'extraction (73,47%) et des produits de l'élevage et de la chasse (10,45%). Par contre, les exportations en produits de l'agriculture vivrière (- 3,24%) ont régressé en 2015. Ainsi, le taux de croissance des exportations s'établit à 21,49%.

Tableau 7: Exportations par produit

Produits	2014	2015	Variations	Proportions (%)
Produits de l'agriculture vivrière	4,44	4,30	-3,24	0,22
Produits de l'agriculture de rente et industrielle	47,4	48,44	2,19	2,43
Produits de l'élevage et de la chasse	201,69	208,58	3,42	10,45
Produits d'extraction	1213,73	1466,1	20,80	73,47
Produits alimentaires, boissons et tabac	1,03	1,106	7,82	0,06
Produits de l'égrenage du coton	31,1	54,17	74,17	2,71
Autres produits manufactures	7,419	26,95	263,19	1,35
Services de transport et télécommunication	9,67	25,59	164,74	1,28
Services financiers	0,04	0,04	8,57	0,00
Autres services	55,44	88,18	59,06	4,42

Corrections territoriales	70,8	72,2	1,98	3,62
Total exportation	1642,7	1995,7	21,49	100,00

Source : INSEED

Dans l'ensemble, les importations ont augmenté de 12,51% en 2015 en termes de variation. Cette tendance à la hausse d'importation est due au fait que les autres produits manufacturés, les services de transport, les produits alimentaires, boissons et tabac, connaissent une augmentation moyenne de 20,0%. Par contre, les autres postes tels que autres services, services d'hôtellerie et de restauration ont connu une baisse en 2015 respectivement de 24,48%, et 7,38%.

Tableau 8: Importations par produit

Produits	2014	2015	Taux de croissance	Proportions (%)
Produits agricoles, forestiers et de la pêche	2,785	4,67	67,54	0,28
Produits d'extraction	2,72	18,11	565,63	1,09
Produits alimentaires, boissons et tabac	142,79	183,65	28,61	11,08
Autres produits manufactures	739,34	928,06	25,52	56,01
Electricité, gaz et eau	0,83	1,127	35,95	0,07
Ventes et réparations	0,26	0,273	3,80	0,02
Services d'hotellerie et de restauration	2,82	2,61	-7,38	0,16
Services de transport	166,10	175,761	5,82	10,61
Poste et et télécommunication	4,12	6,54	58,81	0,39
Services financiers	5,89	6,533	10,86	0,39
Autres services	271,77	205,24	-24,48	12,39
Corrections territoriales	133,2	124,3	-6,68	7,50
Total importation	1472,63	1656,86	12,51	100,00

Source : INSEED

III. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ENTRE 2005 ET 2014

Dans cette partie, il sera question d'analyser la série des agrégats des comptes 2005-2014. Aussi bien les différentes opérations que leurs structures et contributions à la croissance du PIB seront présentées.

3.1 Les différentes phases de l'activité économique entre 2005 et 2014

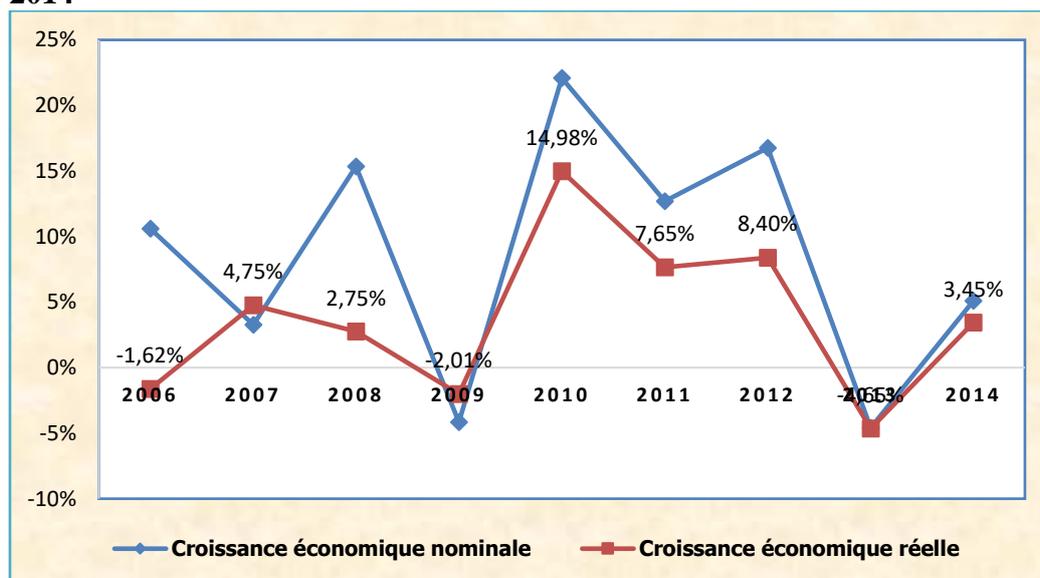
La progression moyenne en volume du PIB du Tchad a été de 3,7% sur la période 2005 à 2014 mais cette évolution est marquée par 4 phases significatives. Entre 2005 et 2006 la croissance économique a chuté à -1,6% en raison principalement du ralentissement des activités pétrolières qui ont connu un taux de croissance de -10,1%.

De 2006 à 2009 les taux de croissance réelle ont oscillé entre -2,0% et 4,8% avec une moyenne de 1,0%. C'est une période d'instabilités politiques au Tchad suite aux incursions répétitives des mouvements armés de l'Est. Cette faible croissance en moyenne est aussi imputable à la crise financière dans le monde qui a ralenti le rythme des exportations.

La période 2010 à 2012 est marquée par une relance économique. La croissance était forte mais instable passant de 15% en 2010 à 7,7% en 2011 pour remonter à 8,4% en 2012 avec une moyenne de 10,3%.

La période de 2013 à 2014 marquée par une chute drastique du taux de croissance (-4,6%) en 2013 due au ralentissement des investissements, la variation du prix de baril de pétrole et l'insécurité causée par la secte au nord du Nigeria qui a ralenti le rythme des échanges du Tchad avec ses voisins sur cette route principale. On assiste ensuite à une reprise de croissance de 3,4% en 2014 lié à la reprise des investissements.

Graphique 3: Évolution du taux de croissance économique nominale et réelle de 2005 à 2014



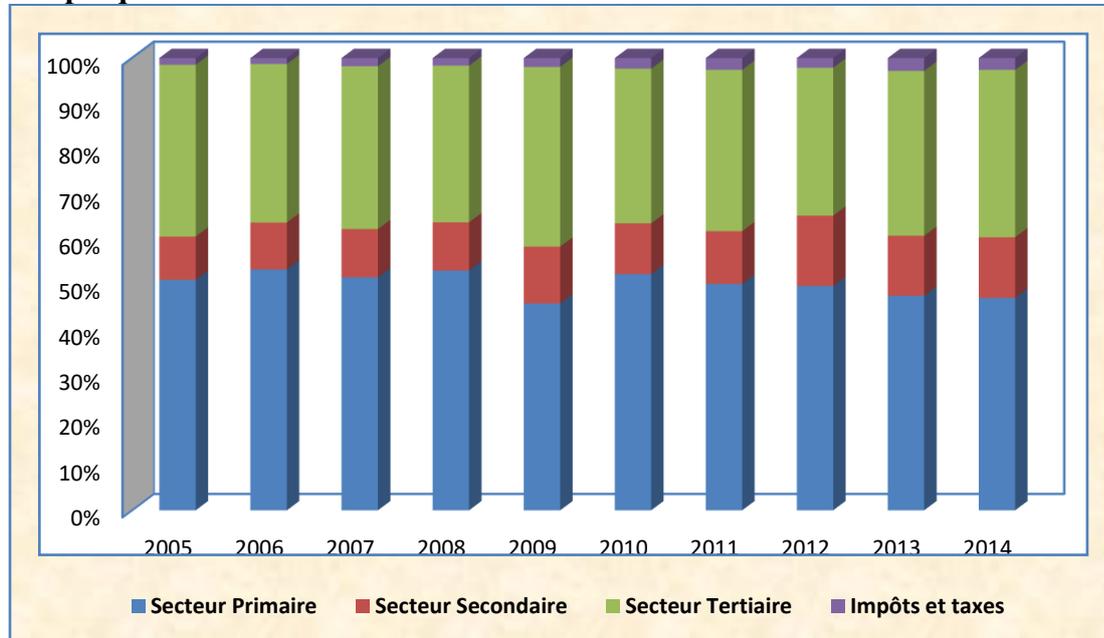
Source : INSEED

3.2 Évolutions de l'activité par secteur économique

L'activité économique est dominée par le secteur primaire qui représente en moyenne 50,1% du PIB nominal sur la période. Suivent par ordre d'importance le secteur tertiaire (35,9%) et le secteur secondaire (11,9%). La part des impôts et taxes dans le PIB est en moyenne de 2,1%. Des statistiques qui indiquent une faible industrialisation ou transformation du tissu économique synonyme de moindre valeur ajoutée et partant une forte dépendance du pays vis-

à-vis des activités primaires et notamment minières tournées vers l'exportation. Il faut souligner la bonne représentativité du secteur des services marchands et non marchands qui est plus du tiers de toute l'économie nationale, sur la période considérée.

Graphique 4: Structure de l'économie selon le secteur d'activité de 2005 à 2014

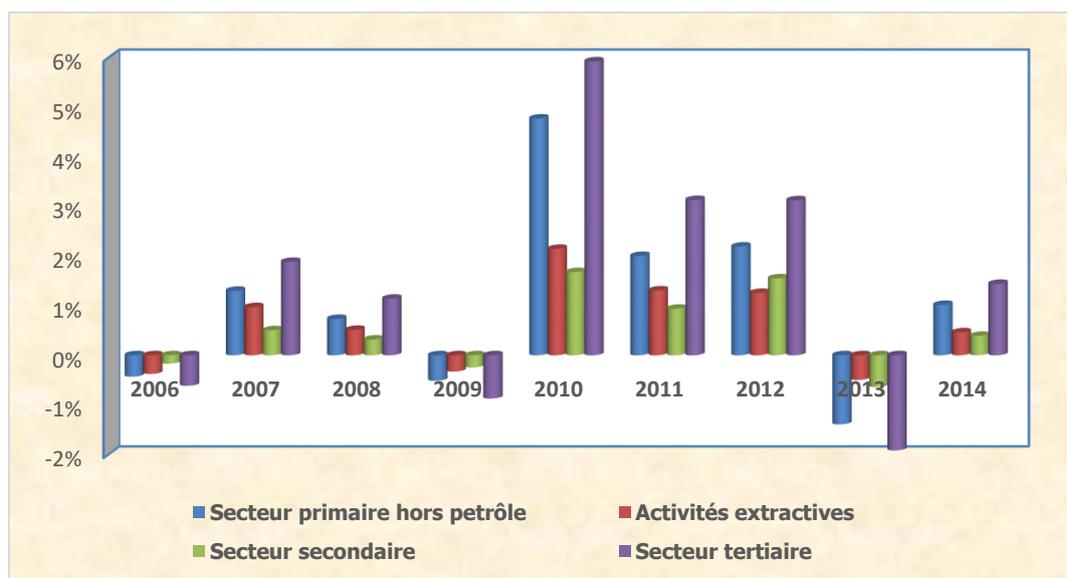


Source : INSEED

De façon globale, les contributions à la croissance de tous les secteurs se sont améliorées après 2009 pour rechuter drastiquement en 2013. La croissance économique a été soutenue par le secteur tertiaire de 2010 à 2013 avec une contribution de 5,92% en 2010 contre 3,13% en 2011.

Il faut noter une contribution de moindre importance du secteur extractif, notamment pétrolier à la croissance du PIB réel. Celle-ci évolue en dents de scie, témoignant ainsi la vulnérabilité du secteur aux aléas internationaux.

Graphique 5: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel



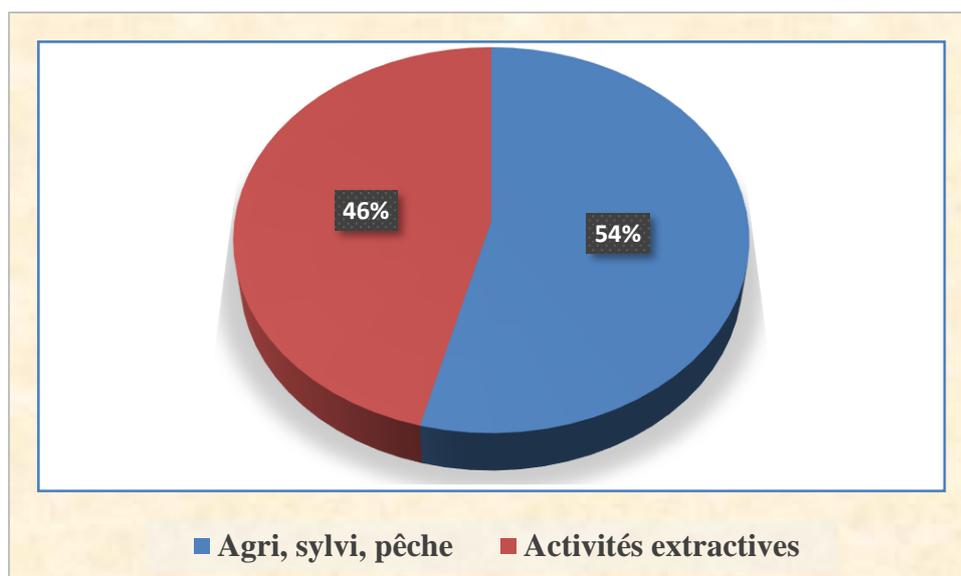
Source : INSEED

3.2.1. Secteur primaire dominé par les cultures vivrières et les activités extractives

Le secteur primaire comprend d'une part les activités agro-pastorales (agriculture, pêche, élevage, piscicultures) et d'autre part les activités extractives¹. En moyenne annuelle, la part de la valeur ajoutée la plus importante du secteur est celle de la branche agro-pastorale (54%) contre 46% pour la branche d'activités extractives (Graphique 6). Ces deux composantes représentent en moyenne (annuelle) respectivement 26,8% et 23,3% de l'activité économique globale.

Graphique 6: Répartition de la valeur ajoutée du secteur primaire selon ses principales branches (moyenne annuelle)

¹Les activités extractives concernent deux principaux produits : le pétrole brut et l'exploitation des carrières et le sable. À ces principaux produits, s'ajoutent la production du natron, l'or, le sel de mer et autres minerais.



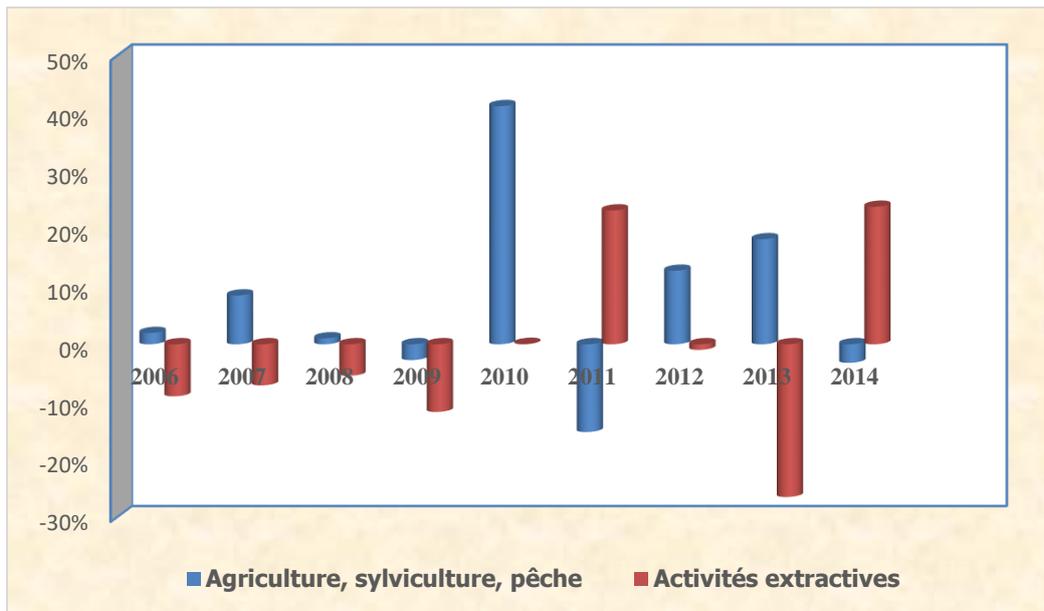
Source : INSEED

L'agriculture vivrière occupe une place prépondérante soit 28,5% de l'économie et 14,2% du secteur primaire. En revanche l'agriculture de rente et industrielle ne représente que 0,8% de l'économie et 1,6% du secteur primaire.

Sur la période 2005-2014, la production moyenne de toute la branche agriculture est évaluée à 477 310 milliards de FCFA. Il faut noter que sur toute la période, la production en volume n'a cessé de croître.

Après l'agriculture vivrière, viennent les activités extractives d'hydrocarbure soit 21,7% de l'économie et 43,1% du secteur primaire puis celles de la branche d'élevage, sylviculture et pêche dont la part dans l'économie du pays est de 11,8% et 23,7% dans le secteur primaire.

Graphique 7: L'évolution du taux de croissance réel des branches du secteur primaire de 2006 à 2014



Source : INSEED

3.2.2. Secteur secondaire structurellement faible et en mal de dynamique efficace

Le secteur secondaire caractérisé par des activités industrielles, est le moins important dans l'économie du pays. Il contribue faiblement à la croissance et ne représente que 12,3% de la valeur ajoutée de l'économie. Il est fondamentalement dominé par les branches de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs qui représentent 49,6% en moyenne de VA du secteur, des activités de construction qui représentent 42,3% tandis que la branche de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau qui est la plus faible ne représentent que 0,7% du secteur.

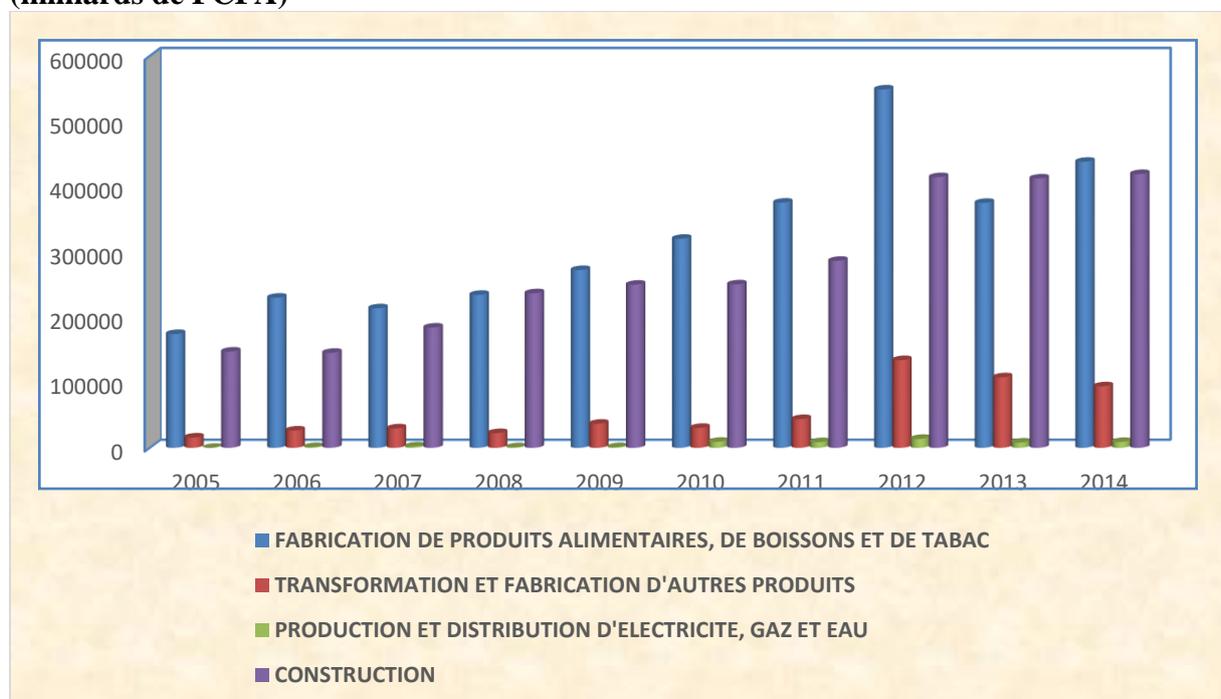
La branche de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs est à dominance agro-industrie basée essentiellement sur la transformation artisanale qui souffre cruellement de manque d'équipements, ne produisant pas à grande échelle. Les BTP constituent l'essentiel des activités de la branche "construction". C'est l'une des branches les plus dynamiques qui a bénéficié d'une politique volontariste du gouvernement, convaincu du rôle déterminant des infrastructures dans la relance économique et la réduction de la pauvreté au Tchad. Ainsi les dépenses d'infrastructures se sont considérablement accrues depuis la mise en exploitation du gisement pétrolier tchadien en 2003. Il s'agit des infrastructures dans tous les domaines : santé, éducation, route, aéroports, ponts, etc.

En général, on observe que depuis 2006, les valeurs ajoutées des différentes branches d'activités du secteur ont évolué à la hausse. En particulier, à l'approche de la création de la

raffinerie de Djarmaya, la valeur ajoutée de la branche de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau a augmenté de façon remarquable. Elle est passée de 1167 millions de FCFA en 2009 à 9324 millions de FCFA en 2010, niveau moyen qui jusqu'à présent a été quasiment maintenu.

Il importe de noter qu'en dépit des différentes réformes entreprises par les autorités à travers différents programmes économiques nationaux (PAS, SNRP 1 et 2, PND 2013-2015) pour améliorer le cadre institutionnel, le secteur secondaire ne bénéficie pas toujours du dynamisme nécessaire à pouvoir soutenir efficacement le processus du développement du pays. Les privatisations et restructurations d'entreprises industrielles qui ont démarré vers la fin des années 80, se sont poursuivies, et le portefeuille de l'État s'est progressivement réduit. Ces différentes réformes n'ont pas réussi à placer le secteur industriel sur une dynamique positive. Les difficultés récurrentes auxquelles font face la filière coton et la société d'eau et d'électricité témoignent à suffisance la situation peu reluisante de ce secteur. Les industries créées à l'aire du pétrole commencée en 2003, telles la raffinerie de Djarmaya en 2011 et la cimenterie de Pala demeurent insuffisantes pour booster le secteur devant conduire à la croissance soutenue et au développement économique du pays.

Graphique 8: Évolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire de 2005 à 2014 (milliards de FCFA)



Source : INSEED

3.2.3. Secteur tertiaire dominé par les activités de commerce et réparations

Le secteur tertiaire est un secteur en pleine expansion dont l'apport des activités à la croissance économique demeure manifestement positif. Sur la période 2005-2014, il a fortement bénéficié de la contribution de la composante « commerce et réparations » dont la part de la valeur ajoutée représente en moyenne plus de 45% du total du secteur. Cependant, cette part de la valeur ajoutée de ladite composante a évolué quasiment en baisse mais, singulièrement sur les périodes 2006-2008, 2010-2011 et 2012-2014. Les raisons probables de ces baisses des affaires sont liées aux effets induits par les risques encourus lors des troubles de sécurité entre 2007 et 2008 d'une part et les anticipations de ceux de la crise de 2014 résultant du marché pétrolier, d'autre part.

La deuxième composante importante identifiée du secteur est la branche des « activités immobilières et services aux entreprises » avec une part moyenne annuelle de près de 13% du sur la période du 2005 à 2014. Sa performance n'a pratiquement pas évolué entre 2006 et 2012 mais s'est améliorée les années 2013-2014.

Les secteurs prioritaires à savoir l'éducation, la santé et l'action sociale ont connu sur la période 2005-2014 une faible progression de leur valeur ajoutée. Elles représentent respectivement en moyenne 4,9% et 8,0%.

La valeur ajoutée de la branche activités financières représente en moyenne 2,2% du secteur sur la période 2005-2014. Ce taux s'explique par le faible taux de bancarisation d'une part et le caractère informel de l'économie d'autre part.

La part de la branche hôtellerie et restauration est en moyenne de 1,1% dans le secteur tertiaire sur la période de 2005-2014. Le faible développement du secteur touristique, le manque des infrastructures hôtelières et le coût élevé des hôtels sont entre autres les raisons qui expliquent ce faible taux.

Tableau 9: Structure de la valeur ajoutée du secteur tertiaire de 2005 à 2014

Composantes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Commerce et réparation	51,2	53,0	48,3	45,0	45,6	45,1	44,9	41,7	38,7	37,7
activités immobilières et services aux entreprises	14,8	11,2	12,3	11,4	11,8	12,9	11,3	11,8	15,0	15,4
Transport	7,7	5,9	6,0	5,6	5,3	5,4	8,5	9,1	4,8	6,2
santé et action sociale	6,8	7,6	8,5	8,0	8,0	8,0	7,6	7,8	9,7	7,8
activités d'administration publique	6,0	7,5	7,9	8,7	6,8	7,0	11,1	11,5	8,8	9,4
autres activités de services aux ménages	5,7	5,0	5,5	5,3	4,3	3,7	3,2	3,6	4,1	4,1
Education	3,9	4,6	4,9	5,1	5,0	5,2	4,6	4,8	5,8	5,5
hôtellerie et restauration	1,8	1,7	2,0	1,5	1,2	0,7	0,1	0,3	0,7	1,3
Postes et télécommunications	1,8	3,0	4,2	9,0	11,5	11,1	7,6	8,4	11,2	11,5
activités financières	1,6	2,1	1,7	2,3	2,4	2,2	2,1	2,2	2,6	2,5
services d'intermédiation financière indirecte	-1,3	-1,5	-1,2	-1,9	-1,8	-1,3	-1,1	-1,3	-1,4	-1,4
Total	100,0									

Source : INSEED

3.3 Évolution des emplois du PIB durant la période 2005-2014

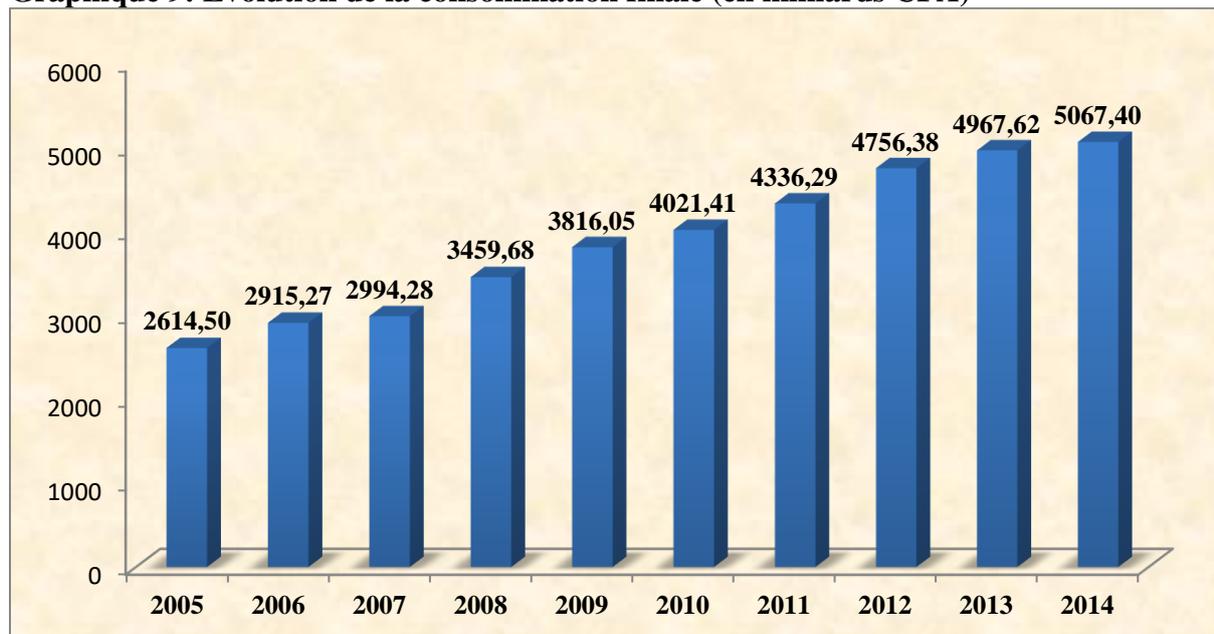
La demande est un agrégat important en économie car elle constitue l'un des leviers de politique intérieure et extérieure du pays. Elle est constituée de la demande intérieure et des échanges extérieurs. La demande intérieure est constituée de la dépense de consommation finale et de la formation brute de capital ; alors que les échanges extérieurs concernent les importations et les exportations.

3.3.1 La dépense de consommation finale

La dépense de consommation finale est la principale composante des emplois. Elle représente plus de 73% de la demande. De 2005 à 2014, les dépenses de consommations finales en valeur courante ont augmenté considérablement. Elles sont passées de 2 614,5 milliards FCFA à 5 067,4 milliards FCFA soit une augmentation de 93,8% en 10 ans avec une moyenne de l'ordre de 7,7%.

Il faut noter les dépenses de consommations finales durant cette période évoluent de façon croissante. L'essentiel est constitué des dépenses de consommation finale des ménages qui représentent en moyenne 85% du total.

Graphique 9: Évolution de la consommation finale (en milliards CFA)



Source : INSEED

3.3.1.1 Consommation finale des ménages

En volume le taux de croissance des dépenses de consommation des ménages est, en moyenne, de l'ordre de 6,4% alors que ce taux au prix courant est de 7,2%. Ainsi en 2009, le niveau des dépenses de consommation finale des ménages a augmenté de 10,2% tandis que son niveau réel a cru de 2,1%. En 2011, on observe que le taux de croissance réel de dépense de consommation finale des ménages est de 6,3% avec une hausse de 5,2% de son niveau au prix courant.

Tableau 10: Évolution de taux de consommation finale des ménages (en%)

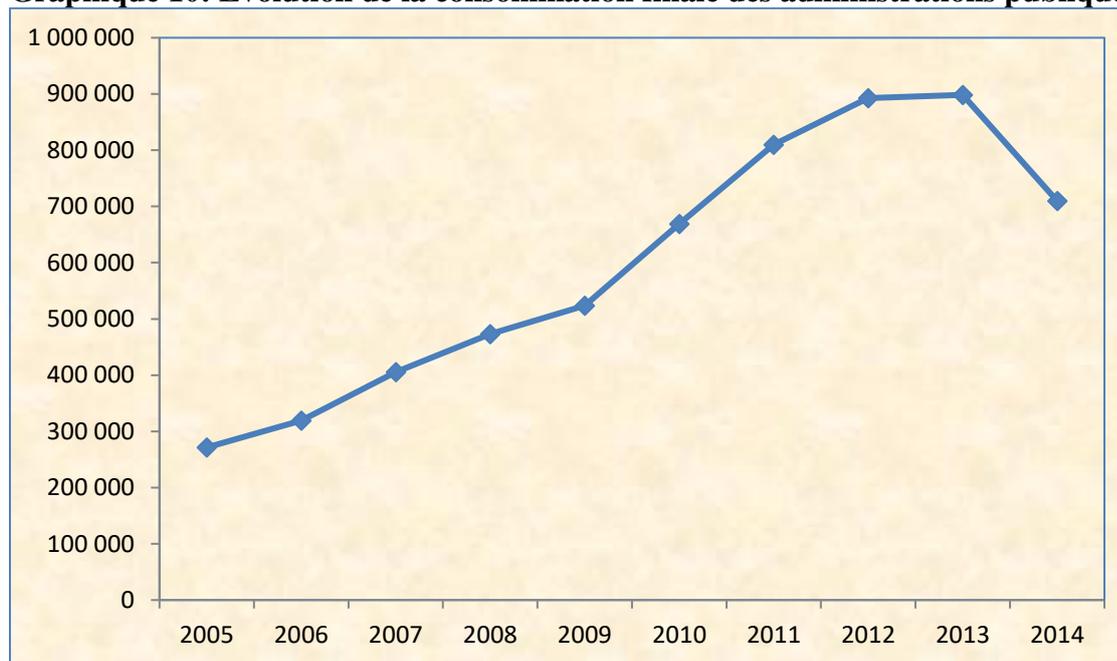
Composantes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Croissance réel de la CF	4,1	7,1	7,0	2,1	10,5	6,3	5,2	9,6	5,3
Croissance de la CF	10,8	-0,3	15,4	10,2	1,8	5,2	9,6	5,3	7,1
Croissance réel de la CF par tête	0,5	3,4	3,3	-1,5	6,4	2,6	1,5	5,8	1,7
Croissance de la CF par tête	6,9	-3,7	11,4	6,4	-2,0	1,6	5,8	1,7	3,4

Source : INSEED

3.3.1.2 Dépense de consommation finale des administrations publiques (APU)

La consommation finale des APU connaît une augmentation régulière sur la période 2005-2013 avec une moyenne de 16,5%. A partir de 2014, la consommation finale des APU a fléchi atteignant 509,788 milliards de CFA (Graphique 10).

Graphique 10: Évolution de la consommation finale des administrations publiques



Source : INSEED

La dépense de consommation finale des administrations publiques qui se compose des services d'administration publique, de l'éducation, de la santé et d'action sociale est répartie comme dans le tableau 11.

Il s'ensuit que les dépenses de consommation finale des APU est composé à 66,5% des dépenses de consommation dans les services d'administration publique, 14,8% des dépenses dans les services d'éducation et 18,5% de service santé et d'action sociale.

Tableau 11: Évolution des dépenses de consommation finale par services (en milliards de FCFA)

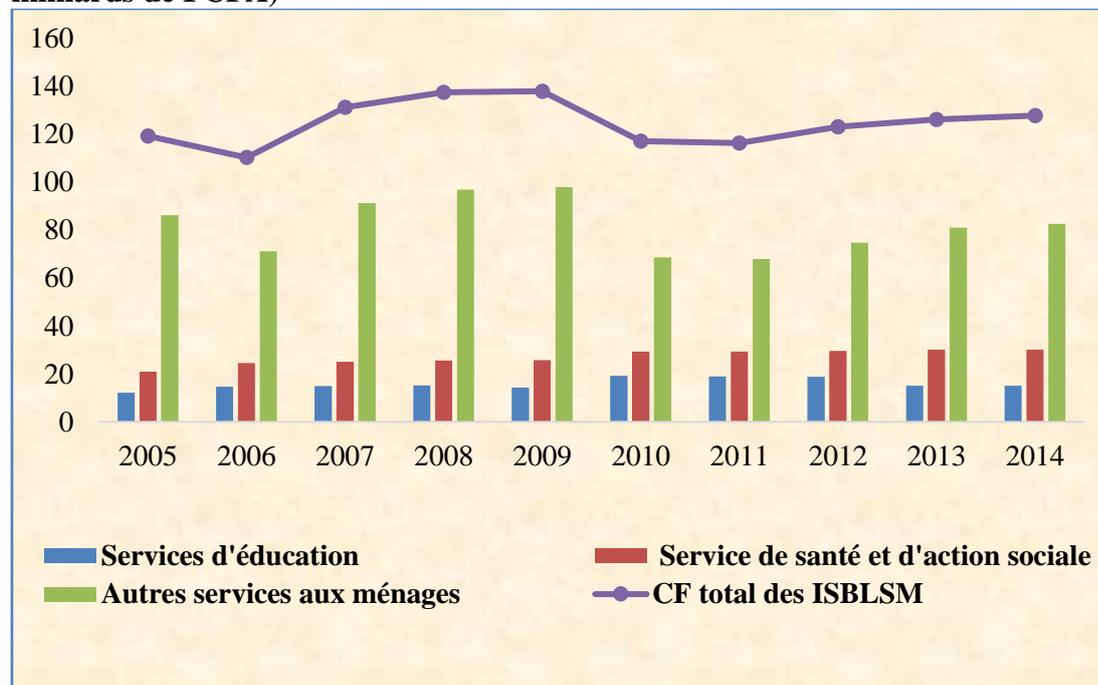
Services	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique	180,5	211,6	270,7	313,7	355,4	361,8	481,1	532,6	490,7	371,5
Service d'éducation	38,4	46,0	56,3	69,7	72,0	82,9	87,8	98,2	125,5	116,9
Service de santé et d'action sociale	52,5	61,9	78,7	89,9	96,3	107,0	115,9	156,1	156,1	93,6
Total des Consommations finales	271,5	319,4	405,6	473,3	523,7	551,8	693,6	769,4	772,3	582,1

Source : INSEED

3.3.1.3 Dépense de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

En ce qui concerne les ISBLSM, leurs dépenses de consommation finale concernent principalement le service d'éducation, le service de santé et d'action sociale et d'autres services (services individuels, collectifs, services domestiques, etc.).

Graphique 11: Évolution de la dépense de consommation finale des ISBLSM (en milliards de FCFA)



Source : INSEED

L'évolution de la consommation finale des ISBLSM est dictée par la situation économique. En période de stabilité, la consommation finale de ces institutions a tendance à diminuer en raison de la réduction des transferts en nature et autres services offerts aux ménages, c'est le cas des années 2006, 2010, 2011 et 2012. Par contre, les ISBLSM revoient leur consommation finale à la hausse en période de crise (2007-2009 et 2013-2014) à cause des transferts et autres services à destination des ménages. Ainsi, l'évolution de la consommation finale des ISBLSM est le reflet de celle des services collectifs et individuels autres que le service de l'éducation et de la santé et action sociale offerts aux ménages.

De manière globale, sur la période 2005-2014, la consommation finale réelle des ISBLSM a, en moyenne augmentée de 1,4% d'une année à l'autre. Parmi les services consommés, ceux de santé et d'action sociale ont connu une augmentation moyenne beaucoup plus importante (5,1%) d'une année à l'autre.

Tableau 12: Taux de croissance réelle de la dépense de consommation finale des ISBLSM (en%)

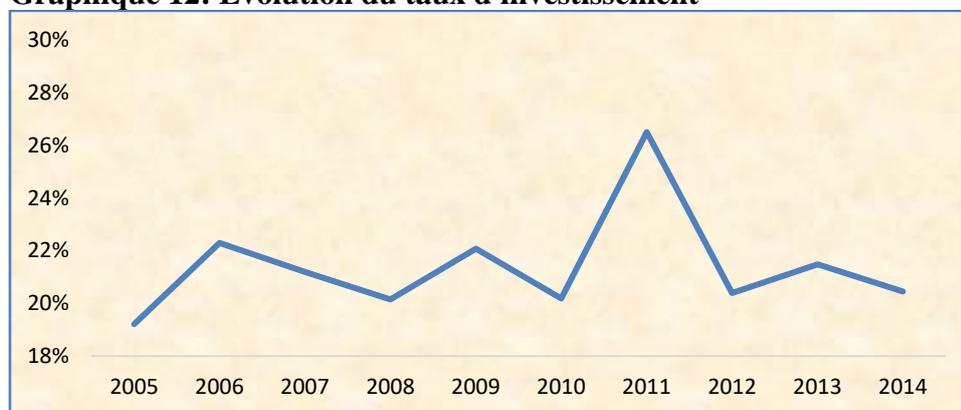
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Moyenne
Services d'éducation	17,0	7,8	-7,1	-1,4	35,7	-7,1	-0,9	-19,1	2,5	3,0
Service de santé et d'action sociale	5,0	30,0	-12,3	2,6	14,3	-5,1	-14,6	14,1	11,7	5,1
Autres services aux ménages	-21,2	18,9	17,5	0,7	-28,9	-2,0	4,3	16,2	4,0	1,1
CF total des ISBLSM	-12,7	19,8	10,4	0,3	-15,7	-3,6	-1,2	10,2	5,5	1,4

Source : INSEED

3.3.2 Formation brute de capital

La formation brute de capital fixe (FBCF) est la deuxième composante de la demande intérieure. Elle connaît une évolution en dents de scie avec un pic en 2011.

Graphique 12: Évolution du taux d'investissement



Source : INSEED

Sur la période 2005-2014, des pics du taux de FBCF sont atteints en 2011 (27%), 2009 (22,1%) et 2011-2012 (22,4%). Cette hausse du niveau de la FBC serait due auxancements de nombreux chantiers de construction d'infrastructures éducatives, sanitaires et routières ainsi qu'une hausse des investissements directs étrangers (IDE) à destination du Tchad. Cependant, la baisse du taux de FBC amorcé en 2007 et celle de 2008 sont attribuables à la crise économique ainsi qu'à l'instabilité politique de l'époque défavorable aux investissements.

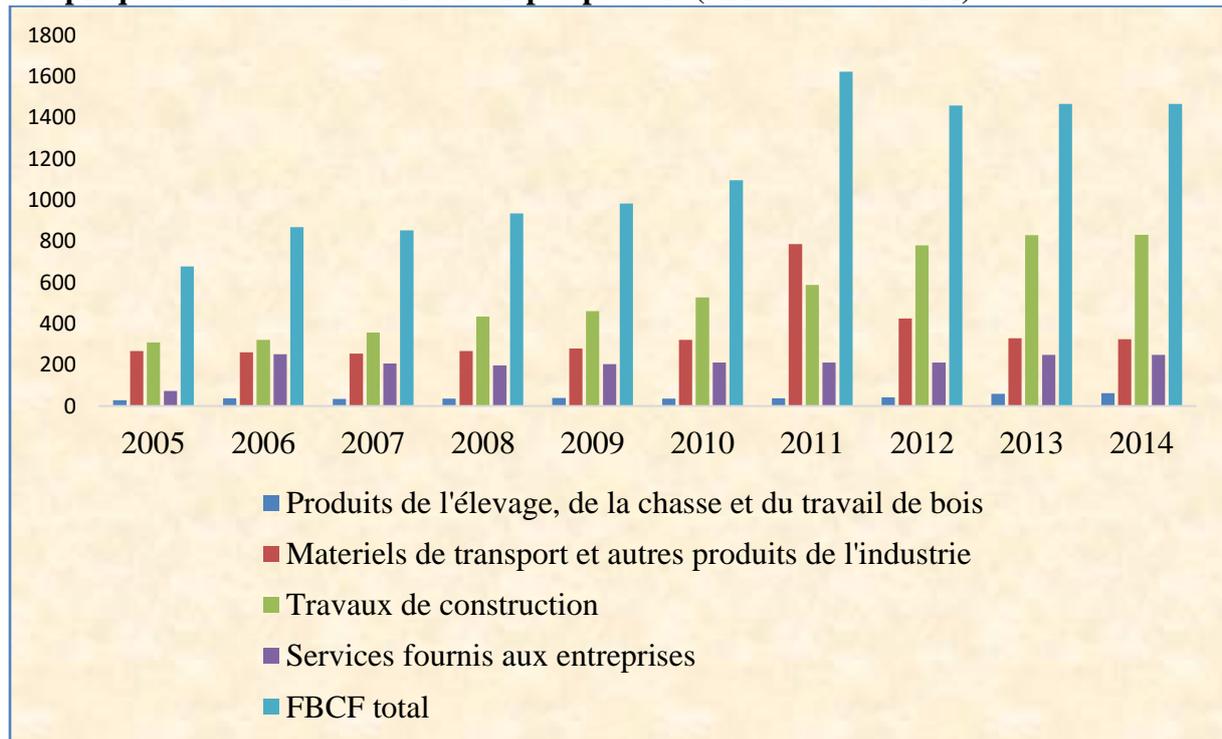
Tableau 13: l'évolution du taux réel de l'Investissement

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de croissance réel de l'investissement	7,5	-6,0	-14,7	-3,0	6,3	2,6	3,3	-6,3	-0,9

Source : INSEED

En termes réels, les pics du taux réel d'investissement sont observés en 2006 (7,4%) et en 2010 (6,3%). La hausse importante de ce dernier en 2006 pourrait s'expliquer par une augmentation des investissements suite à la mise en œuvre du projet de production du pétrole et celui de 2010, par la reprise des activités après la crise liée à l'instabilité politique qu'a connu le pays entre 2007-2008.

Graphique 13: Évolution de la FBCF par produit (en milliards FCFA)



Source : INSEED

La FBCF comprend les produits de l'élevage, de la chasse, du travail de bois, les matériels de transport et autres produits de l'industrie, les travaux de construction et les services fournis aux entreprises

La FBCF de la construction enregistre une croissance continue sur la période 2005-2014. Cette évolution s'explique par l'intensification des travaux de construction des infrastructures routières, scolaires et sanitaires.

Les travaux de construction sont la composante la plus importante en valeur soit 46,7% en moyenne de la FBCF. Dans l'ordre d'importance, les autres composantes sont : les matériels de transport et autres produits de l'industrie 30,7%, les services fournis aux entreprises 19,0% et les produits de l'élevage, de la chasse et du travail de bois 3,6% en moyenne.

Tableau 14: Proportion de la FBCF en principaux produits (en%)

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Moyenne
Produits de l'élevage, de la chasse et du travail de bois	4,2	3,2	4,5	3,9	4,0	3,5	2,3	2,9	4,2	4,2	3,6
Matériels de transport et autres produits industrielles	39,4	34,0	32,7	28,6	28,4	29,5	48,6	30,4	21,4	22,8	30,7
Travaux de construction	45,7	36,5	39,4	46,5	46,9	48,1	36,4	53,1	56,9	56,4	46,7
Services fournis aux entreprises	10,7	26,3	23,5	21,1	20,7	18,9	12,7	13,6	17,5	16,6	19,0

Source : INSEED

Une hausse importante de FBCF en volume a été enregistrée en 2006 sur les services fournis aux entreprises. Cette hausse pourrait s'expliquer par l'importation massive du produit de FBCF des pétroliers et des ONG en charges des réfugiés à l'Est du Tchad. Toutefois, les volumes de FBCF en services fournis aux entreprises ont diminué en 2007 et 2008 en raison de l'instabilité politique qui est défavorable à l'investissement.

Les travaux de construction ont enregistré une augmentation de FBCF en volume tous les ans en raison de l'intensification des travaux de construction des infrastructures routières, sanitaires et éducatives qui exigent l'acquisition d'un nombre important de machines et d'équipements.

Tableau 15: Taux de croissance de la FBCF par produits

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Moyenne
Produits de l'élevage, de la chasse et du travail de bois	0,9	36,1	-6,8	9,0	-2,6	-1,8	9,7	44,6	2,2	10,1
Matériels de transport et autres produits industrielles	14,8	-7,7	-5,3	4,2	15,0	146,9	-44,8	-30,6	10,7	11,5
Travaux de construction	6,0	3,8	27,7	6,0	13,4	13,3	29,1	5,4	2,8	12,0
Services fournis aux entreprises	225,1	-14,0	-2,9	3,0	1,2	0,3	-5,1	26,7	-1,4	25,9

Source : INSEED

3.3.3 Les échanges extérieurs

Les importations et les exportations correspondent aux échanges de biens et services entre l'économie nationale et le reste du monde. Le tableau ci-dessous montre que les échanges extérieurs du Tchad durant la période 2005-2014 ont enregistré un solde excédentaire moyen de 100,57 milliards. Par ailleurs, le taux de couverture du commerce extérieure montre globalement que les exportations couvrent les importations. Néanmoins, c'est en 2009 et 2011 que les exportations n'ont pas couvert les importations où les taux de couverture respectifs

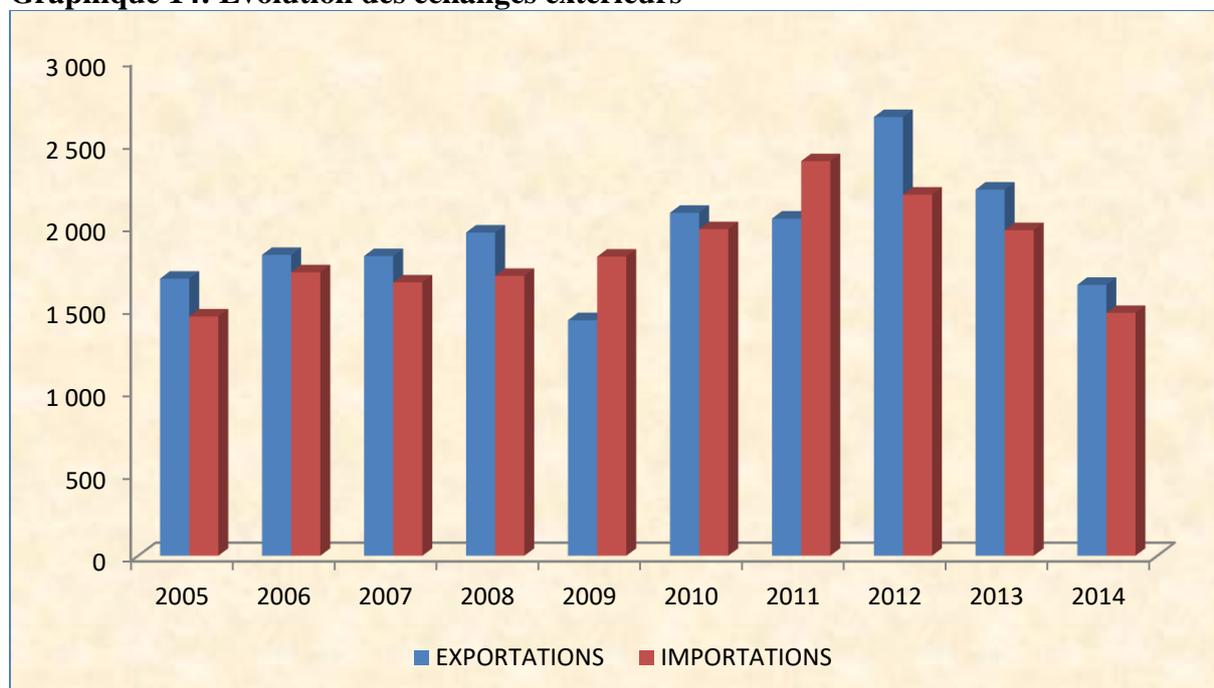
sont de 78,8% et 85,5%. Cela est due, à l'effet conjugué d'une baisse des exportations et une augmentation des importations ; ce qui a engendré un déficit de 384,4 milliards en 2009 et 346,7 milliards de francs en 2011.

Tableau 16: Évolution des échanges extérieurs (en milliards de FCFA)

année	valeur à prix courant		
	importations	exportations	solde
2 005	1 451,5	1 679,9	228,4
2 006	1 718,3	1 823,8	105,5
2 007	1 657,4	1 816,4	159,0
2 008	1 696,7	1 958,5	261,8
2 009	1 813,2	1 428,8	-384,4
2 010	1 979,2	2 077,8	98,6
2 011	2 389,8	2 043,1	-346,7
2 012	2 187,8	2 656,4	468,6
2 013	1 973,2	2 218,0	244,8
2 014	1 472,6	1 642,7	170,1

Source : INSEED

Graphique 14: Évolution des échanges extérieurs



Source : INSEED

3.3.3.1 Importation des biens et de services

Les importations sont les biens et services fournis par les unités non résidentes à des unités résidentes. Elles concernent aussi les biens consommés par les résidents en dehors du territoire économique

Les importations de 2005 à 2014 représentent en moyenne 34,45% du PIB moyen. Le tableau suivant décrit leur évolution par produit.

Tableau 17: Évolution des Importations par produits (en milliards de FCFA)

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
PRODUITS AGRICOLES, FORESTIERS ET DE LA PECHE	9,64	7,69	0,91	1,75	3,19	2,9	2,3	0,7	2,8	2,79
PRODUITS D'EXTRACTION	1,08	1,05	1,91	1,56	1,78	2,2	2,4	2,6	2,6	2,72
PRODUITS ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABAC	87,95	122,62	117,36	127,99	135,19	142,8	138,6	237,5	168,1	142,79
AUTRES PRODUITS MANUFACTURES	570,29	599,09	639,89	673,92	732,88	824,7	1 108,6	874,0	760,6	739,34
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	0,27	0,33	0,46	0,47	0,50	0,6	0,6	0,6	0,7	0,83
VENTES ET REPARATIONS	0,85	0,79	0,75	0,76	0,92	0,97	1,3	2,1	0,99	0,26
SERVICES D'HOTELLERIE ET DE RESTAURATION	3,22	8,27	2,26	2,29	2,76	3,3	36,0	6,2	4,66	2,82
SERVICES DE TRANSPORT	475,61	484,40	401,20	335,09	356,32	363,9	293,6	219,5	387,66	166,10
SERVICES DE POSTE ET TELECOMMUNICATIONS	2,10	2,48	4,18	4,39	5,09	5,1	29,1	6,2	4,94	4,12
SERVICES FINANCIERS	3,61	4,50	4,77	5,01	6,01	6,6	5,2	3,4	6,56	5,89
AUTRES SERVICES	214,28	402,55	386,74	395,90	436,19	466,0	476,0	520,1	443,83	271,77
CORRECTIONS TERRITORIALES	82,58	84,57	96,93	147,57	132,34	160,1	296,2	315,0	189,90	133,20
TOTAL	1451,48	1718,35	1657,36	1696,70	1813,16	1 979,2	2 389,8	2 187,8	1 973,24	1 472,63

Source : INSEED

3.3.3.2 Exportation des biens et services

Les exportations sont les biens qui sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les services fournis par les unités résidentes à des unités non résidentes. Par ailleurs, sont enregistrés en exportations les biens et services consommés par les non-résidents sur le territoire national.

Les exportations sont dominées par les produits d'extraction qui représentent en moyenne 78,2% sur la période. Puis suivent par ordre d'importance les produits de l'élevage et de la chasse représentant 9,1% et de l'agriculture vivrière (3,6%). Ces trois groupes produits représentent à eux seuls plus de 90% des exportations du Tchad. Cela montre le caractère dominant du secteur primaire dans les exportations et par ricochet la faible industrialisation du tissu économique.

Tableau 18: Évolution des exportations par produits (en milliards de FCFA)

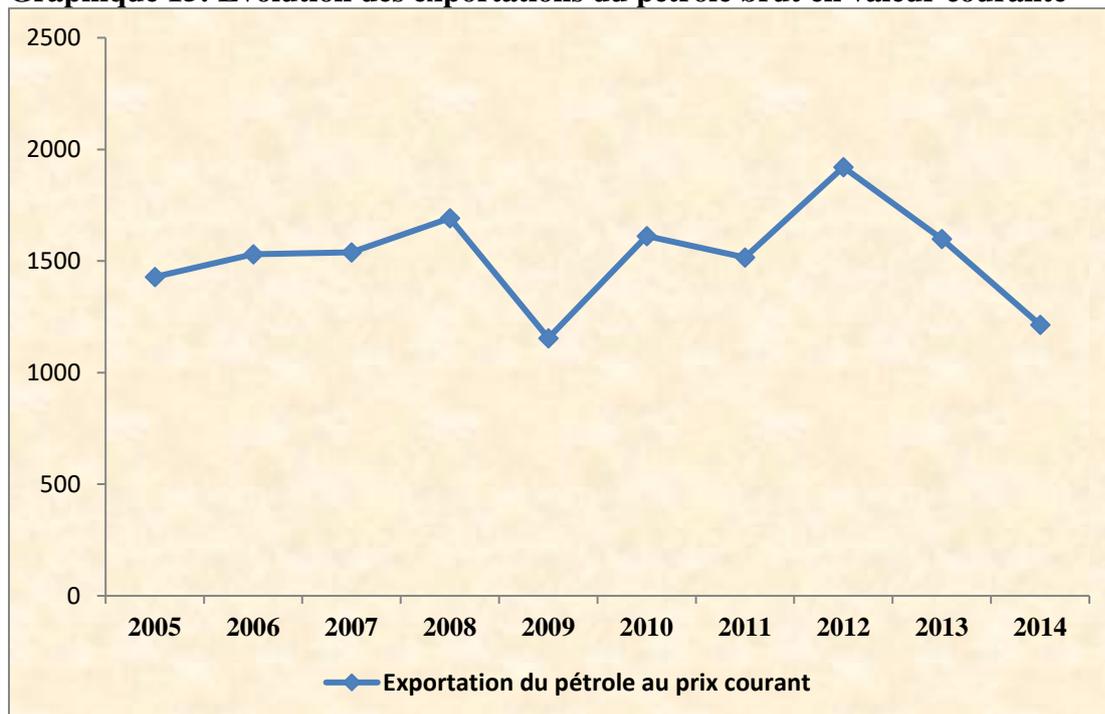
Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produits de l'agriculture vivrière	7,53	9,04	10,28	13,42	11,85	192,38	107,70	119,00	226,65	4,44
Produits de l'agriculture de rente et industrielle	16,04	15,73	12,03	9,44	10,52	11,63	15,74	22,06	48,54	47,40
Produits de l'élevage et de la chasse	86,28	139,48	122,03	124,16	134,48	146,57	215,90	390,00	191,39	201,69
Produits d'extraction	1429,14	1529,72	1538,20	1611,41	1154,37	1611,41	1515,21	1920,31	1598,64	1213,73
Produits alimentaires, boissons et tabac	2,18	23,19	27,34	24,00	22,98	18,25	17,86	21,25	26,58	1,03
Produits de l'égrenage du coton	38,74	41,00	37,33	24,09	18,88	17,71	27,54	32,20	33,87	31,10
Autres produits manufactures	49,23	10,18	12,34	2,79	2,09	0,28	0,28	0,90	0,39	7,42
Services de transport et telecommunication	12,71	17,18	20,91	27,55	36,17	37,11	51,92	18,59	46,75	9,67
Services financiers	1,36	1,69	1,79	1,92	1,97	2,02	2,22	2,76	2,59	0,04
Autres services	18,71	17,45	16,95	17,10	18,30	19,64	47,78	66,62	20,69	55,44
Corrections territoriales	17,97	19,18	17,19	21,87	17,17	20,78	40,96	62,75	21,92	70,80
Total exportation	1679,89	1823,83	1816,39	1958,48	1428,79	2077,78	2043,10	2656,42	2218,00	1642,74

Source : INSEED

La structure des exportations par produit montre qu'en moyenne 78,2% des exportations concernent les produits d'extraction. Le principal produit qui est le pétrole brut progresse modérément entre 2005 et 2007 passant de 1429,1 milliards de FCFA à 1538,2 milliards de FCFA. L'année 2008 a enregistré la croissance la plus élevée de la période 2005-2008 due à la flambée du prix du baril sur le marché international. Par contre l'année 2009 a enregistré une chute qui est due à la baisse du volume de la production pétrolière du Tchad qui se chiffre à 1154,4 milliards (prix courant). En 2010 et 2012, on note une forte augmentation des exportations du pétrole (39,6% et 26,7% à prix courant).

Les exportations du pétrole ont chuté en 2013 et 2014 par rapport à 2012 du fait principalement de la baisse du volume de la production et un léger fléchissement des cours internationaux : elles ont atteint 1598,6 milliards de FCFA en 2013 et 1213,719 milliards de FCFA en 2014 alors qu'en 2012 elles valaient 1920,3 milliards de FCFA. Comme le montre le graphique 15:

Graphique 15: Évolution des exportations du pétrole brut en valeur courante



Source : INSEED

CONCLUSION

Il ressort de l'élaboration des comptes de la nation de 2005-2015 que la croissance économique réelle de 2015 s'établit à 3,8%. Sur la période 2005-2014, elle s'est établie à 3,7% grâce à la forte contribution du secteur primaire qui représente la moitié du PIB suivi du secteur tertiaire (40,1% du PIB). Cette performance économique est la conséquence de la faible industrialisation ou transformation du tissu économique. Toutefois, plus de la moitié (65%) de la valeur ajoutée du secteur primaire est due à la branche agro-pastorale et pêche contre 35% à la branche extractive. Pour ce qui est du secteur de transformation, il dépend essentiellement de la branche de fabrication des produits alimentaires, boissons et tabacs qui a contribué à 0,2% à la croissance du PIB. Le secteur tertiaire connaît une forte expansion grâce au commerce et les réparations dont la part dans la valeur ajoutée du secteur est de 48,7%.

L'analyse de la demande montre que la consommation finale (à prix courant) représente 94,6% du PIB. Cette performance est due au rythme soutenu de la consommation finale des ménages qui représente en moyenne 84,7% de la consommation finale et qui croit en moyenne de 7,2%. Quant à l'évolution de la consommation finale des ISBLSM, elle est dictée par le contexte sécuritaire, elle augmente en période de crise. Il en est de même de la FBC qui augmente avec l'afflux d'IDE et le lancement de chantiers. En ce qui concerne les échanges extérieurs sur les biens et services, le solde excédentaire s'établit à 100,57 milliards de francs CFA sur la période 2005-2014. Les importations représentent 34,5% du PIB et les exportations sont composées à 62,9% des produits d'extraction dont l'essentiel est du pétrole brut.

Il s'ensuit qu'une diversification de l'économie visant à la rendre moins dépendante du pétrole notamment en ce qui concerne les recettes d'exportation est recommandable. Par ailleurs, il serait également opportun de promouvoir un environnement des affaires propices à l'investissement, ce qui accélèrera une industrialisation du pays.

La prochaine étape des travaux de comptabilité nationale visera le passage au Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN2008) et l'élaboration des comptes nationaux trimestriels.

ANNEXE

Annexe 1: Évolution des dépenses de consommation finale des ménages en produits principaux (en milliards de FCFA)

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits agricoles, forestiers et de la pêche	697,9	735,4	703,8	648,9	928,6	965,3	1038,5	1195,4	1109,2	1323,4	1365,6
Agriculture vivrière	504,3	509,3	474,9	621,0	631,0	691,8	767,8	894,4	797,1	994,2	1025,6
Agriculture des rentes	1,8	3,0	6,0	5,8	4,2	3,8	4,2	4,5	4,5	3,7	3,8
Produits de l'élevage, sylviculture et pêche	166,1	204,9	202,0		270,4	269,7	266,4	296,5	307,6	325,6	336,2
Produits d'extraction	25,8	18,2	20,9	22,1	23,0	23,6	26,0	28,9	26,0	31,6	35,3
Produits alimentaires, boissons et produits à base de tabac	706,8	901,0	829,4	917,6	1062,4	1128,5	1151,5	1275,6	1350,9	1435,6	1591,2
Produits d'abattage et transformation de la viande, du poisson	375,0	528,1	468,9	511,3	588,9	619,0	623,3	707,5	719,2	785,2	908,1
Produits du travail des grains et produits à base de céréales	96,6	93,8	84,0	101,0	116,0	62,3	66,0	72,2	75,0	82,5	90,9
Produits de la fabrication d'huiles	55,8	55,0	54,9	65,6	86,3	81,0	85,8	92,5	91,9	90,6	90,8
Boissons et produits à base de tabac	117,2	131,4	129,4	139,0	173,2	195,5	201,5	223,8	221,0	236,2	246,3
Autres produits alimentaires	62,3	92,7	92,3	100,8	98,0	170,7	174,9	179,6	243,7	241,1	255,1
Autres produits manufacturés	151,0	171,9	190,3	204,8	230,0	334,2	291,6	302,6	419,4	438,8	466,6
Produits textiles et vêtements	34,8	35,4	36,9	38,8	42,8	44,7	44,4	45,7	46,7	49,5	54,3
Produits pétroliers raffinés et autres produits	47,6	63,0	76,3	81,4	85,9	92,4	86,8	88,9	151,0	152,0	154,3
Produits chimiques	40,6	38,8	42,2	46,0	53,8	36,3	37,4	42,3	40,3	40,8	45,1
Matériels de transport	11,0	11,1	12,0	15,1	16,6	129,1	93,0	94,4	150,0	162,2	172,0
Autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction	0,3	2,6	3,5	3,7	4,7	5,5	6,0	6,4	7,8	8,4	8,6
Autres produits manufacturés n.d.c.a.	16,6	20,9	19,4	19,8	26,1	26,2	24,1	24,8	23,7	25,9	32,4
Électricité, gaz et eau	9,5	10,2	11,1	13,5	10,1	10,3	11,6	13,1	10,8	12,7	17,3
Services	409,0	500,4	532,8	606,2	699,0	751,2	752,2	796,2	984,9	1053,1	1027,5
Services de transports et	245,7	268,3	296,2	364,0	432,7	454,4	443,4	457,6	529,5	576,3	552,3
Services d'éducation et de santé	47,3	48,4	56,2	53,2	57,2	57,2	61,2	69,8	119,8	122,0	116,9
Services d'hôtellerie et de restauration	15,8	17,6	18,3	18,2	17,3	19,2	21,7	23,1	28,1	29,6	32,6
Autres services	100,1	166,1	162,2	170,8	191,7	220,5	225,9	245,7	307,6	325,2	325,7

Source : INSEED

Annexe 2: Proportion de la dépense de consommation finale des secteurs institutionnels

Composantes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ménages	85,06	85,26	82,1	82,3	82,7	83,4	81,3	81,2	81,9	86,0	88,8
APU	10,38	10,96	13,5	13,7	13,7	13,7	16,0	16,2	15,5	11,5	8,6
ISBLSM	4,56	3,78	4,4	4,0	3,6	2,9	2,7	2,6	2,5	2,5	2,6
Total	100,00	100,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSEED

Annexe 3: Évolution de la dépense de consommation finale par tête (en milliers, axe à gauche) et de la consommation finale totale des ménages (en millions de FCFA, axe à droite)

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
CF	2343	2595,6	2588,7	2986,4	3292,4	3352,5	3526,5	3863,9	4069,2	4357,6	4555,7
CF par tête	244,5	261,4	251,7	280,2	298,2	292,3	296,8	314	319,2	330,1	333,3

Source : INSEED

Annexe 4: Évolution de taux croissance de consommation finale des ménages (en%)

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de croissance réel de la CF	4,1%	7,1%	7,0%	2,1%	10,5%	6,3%	5,2%	9,6%	5,3%	7,10%
Taux de croissance de la CF	10,8%	-0,3%	15,4%	10,2%	1,8%	5,2%	9,6%	5,3%	7,1%	4,50%
Taux de croissance réel de la CF par tête	0,5%	3,4%	3,3%	-1,5%	6,4%	2,6%	1,5%	5,8%	1,7%	3,40%
Taux de croissance de la CF par tête	6,9%	-3,7%	11,4%	6,4%	-2,0%	1,6%	5,8%	1,7%	3,4%	1,00%

Source : INSEED

Annexe 5: Évolution des dépenses de consommation finale en produits principaux des ménages (en milliards de FCFA)

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits agricoles, forestiers et de la pêche	672,1	717,2	683,0	841,1	905,6	965,3	581,1	1195,4	1109,2	1323,4	1365,6
Produits d'extraction	25,8	18,2	20,9	22,1	23,0	23,6	121,3	28,9	26,0	31,6	35,3
Produits alimentaires, boissons et produits à base de tabac	796,2	901,0	829,4	917,6	1062,4	1128,5	144,2	1275,6	1350,9	1435,6	1591,2
Autres produits manufacturés	243,0	267,6	293,8	315,1	335,2	334,2	689,6	302,6	419,4	438,8	466,6
Electricité, gaz et eau	9,5	10,2	11,1	13,5	10,1	10,3	27,4	13,1	10,8	12,7	17,3
Services	407,9	424,6	453,6	521,6	818,2	890,6	1029,4	1048,4	1152,9	1115,5	1079,6

Source : INSEED

Annexe 6: Évolution des importations du service de transport

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Service de transport	475,6	484,4	401,2	335,09	356,32	363,85	293,61	219,52	387,66	166,1	175,6

Source : INSEED

Annexe 7: Répartition de la production à prix courants par activité (milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	2498	2756	2711	3022	2662	3520	3748	4583	4428	3997	3994
Agriculture, sylviculture et pêche	1 000	1154	1082	1270	1396	1841	1595	2296	2578	2195	2197
Activités extractives	1499	1602	1629	1751	1266	1679	2153	2287	1850	1802	1797
Secteur secondaire	1041	1208	1185	1329	1485	1617	1776	4121	4079	2507	2416
Fabrication de produits alimentaires, de boisson et tabac	599	743	694	763	899	964	988	1539	1543	1217	1311
Transformation et fabrication d'autres produits	90	100	84	80	86	89	162	1756	1660	407	455
Production et distribution d'électricité, gaz eau	43	45	50	51	39	37	37	45	47	53	69
Construction	309	320	357	435	461	528	588	781	829	830	581
Secteur tertiaire	1808	1954	2078	2273	2537	2458	2833	3059	3419	3054	3075
Commerce et réparations	780	829	797	837	927	978	1137	124	135	1118	1287
Hôtellerie et restauration	44	44	48	48	49	49	50	68	67	82	76
Transport	173	166	178	184	189	202	293	560	657	304	306
Postes et télécommunications	40	65	111	176	246	252	218	267	349	353	357
Activités financières	29	41	38	51	58	53	60	73	93	88	81
Activités immobilières et services aux entreprises	264	289	272	270	304	146	152	943	1033	202	200
Activités d'administration publique	181	212	271	314	355	362	481	533	491	371	275
Education	72	83	94	108	111	126	134	151	179	172	150
Santé et action sociale	109	123	146	155	165	181	193	212	281	221	191
Autres activités de services aux ménages	118	104	122	129	133	109	115	129	135	142	152
Service d'intermédiation financière indirecte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DTI	52	51	73	78	87	127	159	153	194	187	125
PIB	3524	3897	4025	4643	4450	5433	6123	7149	6821	7169	6942

Source : INSEED

Annexe 8: Répartition de la production à prix constants de l'année 2005 par branche (milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	2498	2379	2725	2555	2895	3179	4375	4231	4558	4751	5631
Agriculture, sylviculture et pêche	1000	1019	1234	1095	1242	1895	2496	2163	2660	2772	3241
Activités extractives	1499	1359	1492	1460	1653	1284	1879	2068	1898	1979	2390
Secteur secondaire	1041		1253	1266	1350	1608	1780	4160	2393	2446	2313
Fabrication de produits alimentaires, de bois	599	604	777	709	797	973	985	1443	1161	1161	1214
Transformation et fabrication d'autres produits	90	97	87	87	75	71	165	1910	382	404	450

Production et distribution électricité, gaz eau	43	41	49	52	39	42	37	42	45	53	68
Construction	309	328	340	418	439	523	592	765	806	829	581
Secteur tertiaire	1808	1906	2126	2206	2425	2622	2921	2695	3449	3327	3252
Commerce et réparations	780	799	874	802	858	988	1134	115	1180	1117	1256
Hôtellerie et restauration	44	40	48	50	50	53	50	60	59	85	71
Transport	173	169	175	183	191	197	214	527	228	292	303
Postes et télécommunications	40	63	111	186	251	260	262	295	301	347	364
Activités financières	29	40	38	51	57	53	59	71	83	87	78
Activités immobilières et services aux entreprises	264	281	270	242	289	312	347	673	550	565	472
Activités d'administration publique	181	205	256	299	339	348	446	522	491	361	267
Education	72	90	95	108	104	125	124	140	168	158	138
Santé et action sociale	109	119	145	158	158	181	181	172	255	177	155
Autres activités de services aux ménages	118	101	114	127	129	104	104	120	135	140	147
Service d'intermédiation financière indirecte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DTI	52	51	74	74	83	129	162	162	200	195	208
PIB	3524	3467	3632	3732	3657	4204	4526	4906	4678	4839	5023

Source : INSEED

Annexe 9: Contribution des secteurs et branches d'activités à la croissance réelle du PIB

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Croissance du PIB	-1,6%	4,8%	2,8%	-2,0%	15,0%	7,6%	8,4%	-4,6%	3,4%	3,8%
SECTEUR PRIMAIRE	-0,8%	2,3%	1,2%	-0,8%	6,9%	3,3%	3,4%	-1,9%	1,5%	1,8%
Agriculture, sylviculture et pêche	-0,4%	1,3%	0,7%	-0,5%	4,8%	2,0%	2,2%	-1,4%	1,0%	1,1%
Activités extractives	-0,4%	1,0%	0,5%	-0,3%	2,1%	1,3%	1,3%	-0,5%	0,5%	0,7%
SECTEUR SECONDAIRE	-0,2%	0,5%	0,3%	-0,2%	1,7%	0,9%	1,5%	-0,6%	0,4%	0,3%
Fabrication de produits alimentaires, de bois	-0,1%	0,2%	0,1%	-0,1%	0,8%	0,4%	0,5%	-0,2%	0,1%	0,1%
Transformation et fabrication d'autres produits	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,5%	-0,1%	0,1%	0,0%
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Construction	-0,1%	0,2%	0,2%	-0,1%	0,7%	0,4%	0,5%	-0,3%	0,2%	0,2%
SECTEUR TERTIAIRE	-0,6%	1,9%	1,1%	-0,9%	5,9%	3,1%	3,1%	-1,9%	1,4%	1,5%
Commerce et réparations	-0,3%	1,0%	0,5%	-0,4%	2,8%	1,6%	1,5%	-0,9%	0,7%	0,8%
Hotellerie et restauration	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,3%	0,2%	0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%
Postes et télécommunications	0,0%	0,1%	0,1%	-0,1%	0,8%	0,4%	0,5%	-0,4%	0,3%	0,3%
Activités financières	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%
Activités immobilières et services fournis aux entreprises	-0,1%	0,2%	0,1%	-0,1%	0,6%	0,3%	0,3%	-0,2%	0,2%	0,1%
Activités d'administration publique	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,3%	0,2%	0,2%	-0,1%	0,1%	0,0%
Education	0,0%	0,1%	0,1%	-0,1%	0,4%	0,2%	0,2%	-0,1%	0,1%	0,1%
Santé et action sociale	0,0%	0,1%	0,1%	-0,1%	0,5%	0,2%	0,2%	-0,1%	0,1%	0,0%
Autres activités de services aux ménages	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,1%	0,1%	-0,1%	0,0%	0,1%
Service d'intermédiation financière indirecte	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
DTI	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,5%	0,3%	0,3%	-0,2%	0,1%	0,2%
PIB	-1,6%	4,8%	2,8%	-2,0%	15,0%	7,6%	8,4%	-4,6%	3,4%	3,8%

Source : INSEED

Annexe 10: Indice de prix

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Agriculture vivrière	1	0,975	0,880	1,317	1,104	0,923	0,997	1,125	0,970	1,046	1,010
Agriculture de rente et industrielle	1	1,108	0,919	1,021	1,029	1,016	1,050	0,964	0,891	0,795	0,985
Élevage	1	1,242	0,880	1,030	1,080	0,938	1,054	1,113	1,001	1,064	1,070
Sylviculture	1	1,230	1,110	1,113	1,920	1,100	0,893	0,992	1,064	0,978	1,000
Pêche	1	1,380	0,840	1,018	1,150	1,020	0,911	1,207	1,132	1,115	1,080
Extraction d'hydrocarbures	1	1,193	1,097	1,210	0,750	1,331	1,150	1,070	0,970	0,904	0,710
Autres activités extractives	1	0,968	1,000	1,050	1,010	0,956	1,057	1,069	0,965	1,024	1,085
Abattage et transformation de la viande et du poisson	1	1,381	0,858	1,077	1,130	1,029	0,899	1,126	1,007	1,092	1,116
Travail des grains	1	0,956	0,880	1,161	1,019	0,907	0,980	1,109	1,039	0,993	0,998
Raffinage du sucre	1	1,040	0,880	1,081	0,978	1,070	1,100	1,000	1,000	0,936	1,010
Fabrication d'huiles	1	1,143	0,999	1,119	1,271	0,928	0,980	1,109	1,039	0,993	0,998
Fabrication de produits à base de céréales	1	0,977	0,971	1,166	1,054	0,980	0,979	1,056	0,963	1,034	1,023
Fabrication de produits laitiers	1	1,020	0,910	0,948	1,110	1,000	0,990	1,010	1,013	1,052	1,038
Fabrication de boissons	1	0,976	1,009	1,042	1,171	0,911	1,014	0,994	1,021	1,078	0,998
Fabrication de produits à base de tabac	1	1,020	1,018	0,970	1,067	1,002	1,102	0,981	0,975	1,187	1,060
Fabrication de produits alimentaires divers	1	1,110	0,877	1,076	0,991	1,071	1,024	1,102	0,968	0,982	1,051
Égrenage du coton et industrie textile	1	0,998	0,996	0,863	1,069	1,882	0,836	0,880	1,228	0,971	0,925
Fabrication de produits en cuir	1	0,960	0,880	1,008	1,008	1,020	1,071	0,990	1,018	0,978	1,090
Industrie du bois et des meubles	1	1,230	0,880	0,960	1,393	1,040	0,997	1,050	1,053	1,075	1,325
Fabrication de papier, de cartons et de produits édités et imprimés	1	1,000	1,000	1,049	1,000	1,026	1,090	1,004	1,016	0,998	1,090
Raffinage de pétrole	1						0,935	0,779	1,103	1,019	0,980
Fabrication de produits chimiques	1	0,965	0,968	1,087	1,015	1,000	1,062	1,050	1,001	0,886	1,058
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction	1	0,970	1,050	1,021	1,080	1,017	1,048	1,069	1,042	0,761	0,980
Fabrication de matériels de transport	1	1,000	1,010	1,012	1,060	1,014	1,001	0,983	0,979	0,995	1,024
Autres activités industrielles	1	0,990	0,888	1,005	1,030	1,005					
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	1	1,092	1,034	0,988	1,007	0,913	0,986	1,075	1,005	1,008	1,012
Construction	1	0,977	1,050	1,035	1,050	1,010	0,993	1,021	1,028	1,002	1,000
Commerce	1	1,046	0,907	1,057	1,090	0,983	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Réparations	1	0,980	0,950	0,953	1,006	1,050	1,019	1,074	1,002	1,017	1,037
Hôtellerie et restauration	1	1,088	1,003	0,963	0,989	0,918	1,001	1,032	1,005	0,966	1,065
Transport	1	0,980	1,020	1,004	0,993	1,006	1,027	1,061	1,044	1,041	1,010
Postes et télécommunications	1	1,032	1,000	0,950	0,980	0,970	0,831	0,905	1,111	1,020	0,980
Intermédiation monétaire et financière	1	1,020	1,008	1,000	1,010	1,000	1,019	1,074	1,002	1,017	1,037
Activités d'assurance	1	1,033	1,000	1,000	1,010	1,000	1,019	1,074	1,002	1,017	1,037
Activités immobilières	1	1,049	1,000	1,008	1,100	1,190	1,013	1,028	1,024	1,005	0,991
Activités de services fournis aux entreprises	1	1,020	1,011	1,184	1,001	1,016	1,020	1,075	1,002	1,017	1,037
Activités d'administration publique	1	1,033	1,055	1,050	1,048	1,039	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Éducation	1	0,976	0,996	1,060	1,030	1,017	1,025	1,059	1,067	1,041	1,018
Activités de santé humaine et d'action sociale	1	1,032	1,035	0,971	1,034	1,000	1,013	1,012	1,111	0,995	1,023
Activités vétérinaires	1	0,965	1,000	0,995	1,044	1,005	1,081	1,153	1,003	1,064	1,141
Activités de services personnels et collectifs	1	0,995	0,990	1,019	1,025	1,087	1,020	1,075	1,002	1,017	1,037
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	1	0,962	0,926	1,083	1,101	0,979	1,020	1,075	1,002	1,017	1,037

Source : INSEED

Annexe 11: Indice de volume

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Agriculture vivrière	1	1,04	1,075	0,9965	0,937	1,676	0,753	1,134	1,148	0,938	0,958
Agriculture de rente et industrielle	1	1,074	0,885	1,065	1,225	1,025	1,289	1,288	1,153	1,253	1,185
Pêche	1	1,049	1,036	1,02	1,03	1,021	1,024	1,024	1,024	1,024	1,024
Sylviculture	1	0,97	1,08	1,07	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036
Pêche	1	1,02	1,036	1	1,023	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036
Extraction d'hydrocarbures	1	0,901	0,925	0,888	0,937	1,025	0,977	0,953	0,854	1,078	1,384
Autres activités extractives	1	1,006	0,925	1,042	1,056	0,864	1,015	1,011	1,055	1,041	0,744
Abattage et transformation de la viande et du poisson	1	1,02	1,038	1,013	1,022	1,024	1,020	1,075	1,002	1,017	1,037
Travail des grains	1	0,955	1,042	0,962	1,316	1,316	1,000	1,150	1,247	0,937	0,876
Raffinage du sucre	1	1,081	1,25	0,998	0,971	0,943	0,913	1,010	0,860	1,195	0,924
Fabrication d'huiles	1	1,142	1,013	1,043	1,096	0,978	1,000	1,150	1,247	0,937	0,876
Fabrication de produits à base de céréales	1	1,012	1,01	0,9775	1,018	1,166	1,063	1,028	1,068	1,085	1,152
Fabrication de produits laitiers	1	1,02	1,03	1,026	1,02	1,03	1,024	1,024	1,024	1,024	1,024
Fabrication de boissons	1	0,976	1,059	0,995	1,067	1,398	1,063	1,067	1,104	0,997	0,985
Fabrication de produits à base de tabac	1	1,04	1,11	1,05	1,187	1,03	0,947	1,089	1,085	0,855	1,026
Fabrication de produits alimentaires divers	1	1,035	1,045	0,9695	0,91	1,072	0,95	1,08	1,28	0,95	0,90
Égrenage du coton et industrie textile	1	1,028	0,76	0,952	0,624	0,539	1,489	1,404	1,095	0,930	1,701
Fabrication de produits en cuir	1	1,021	1,021	1,027	4,756	1,02	1,024	1,024	1,024	1,024	1,024
Industrie du bois et des meubles	1	0,98	1,04	1,07	1,078	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036
Fabrication de papier, de cartons et de produits imprimés	1	1,267	0,9	1,003	1,133	1,08	0,920	1,190	0,000	1,352	0,791
Raffinage de pétrole	1	0	0	0	0	0	1,000	7,904	1,072	0,967	1,063
Fabrication de produits chimiques	1	1,041	0,77	1,07	1,084	1,001	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction	1	0,95	0,96	1,0785	1,02	1,028	1,048	1,069	1,042	1,260	1,099
Fabrication de matériels de transport	1	1,02	1,02	1,001	1,03	1,03	1,036	1,036	1,036	1,036	1,000
Autres activités industrielles	1	0,95	1,038	1,037	1,046	1,013	1,020	1,075	1,002	1,017	1,037
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	1	0,954	1,099	0,998	0,806	1,036	1,000	1,100	1,046	1,253	1,344
Construction	1	1,055	1,05	1,112	1,019	1,093	1,068	1,300	0,848	1,000	0,700
Commerce	1	1,032	1,059	1,002	1,027	1,069	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Réparations	1	0,98	1,021	1,042	1,013	1,057	1,000	1,036	1,036	1,036	1,000
Hôtellerie et restauration	1	0,912	1,106	1,036	1,035	1,077	1,019	1,040	1,071	1,036	0,870
Transport	1	0,98	1,05	1,028	1,221	1,073	1,037	1,032	1,024	1,024	1,000
Postes et télécommunications	1	1,57	1,71	1,675	1,42	1,058	1,042	1,288	1,180	1,172	1,030
Intermédiation monétaire et financière	1	1,41	0,912	1,385	1,121	0,92	1,129	1,090	1,163	1,035	1,083
Activités d'assurance	1	1,17	1,086	1,04	1,1	0,948	0,970	1,090	1,223	1,849	0,963
Activités immobilières	1	1,094	1,027	1,198	1,001	0,978	1,036	1,036	1,036	1,036	1,000
Activités de services fournis aux entreprises	1	1,049	0,88	0,81	1,064	1,391	1,020	1,160	1,430	1,017	0,729
Activités d'administration publique	1	1,134	1,212	1,103	1,081	0,98	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Éducation	1	1,116	1,075	1,004	0,967	1,082	1,156	1,092	1,202	1,034	0,947
Activités de santé humaine et d'action sociale	1	1,069	1,131	1,026	1,039	1,06	1,028	1,021	1,037	0,982	0,800
Activités vétérinaires	1	1,07	1,293	1,13	0,983	1,096	1,024	1,024	1,024	1,024	1,024
Activités de services personnels et collectifs	1	0,953	1,065	1,037	1,531	0,947	1,036	1,036	1,036	1,036	1,036
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	1	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000

Source : INSEED